

# relations

juin 1982

LES CHRÉTIENS DU QUÉBEC

## ENTRE LE TEMPLE ET L'EXIL



Mirabel:

une nouvelle  
expropriation?

Budget:

crise économique,  
crise sociale?

no 481

M9D-A9D

076 303

ISSHO STAFF

ENGLEVED

1,50\$

# SOMMAIRE

juin 1982

volume 42 numéro 481

## FACE À L'ACTUALITÉ

Le lendemain de la veille (A.B.) — Un changement de sensibilité (G.P.) — Le deuxième Sommet populaire de Montréal (G.B.) — Les femmes et l'informatique (N.A.) — Jacques Cousineau (A.B.) — Le talon d'Achille de Reagan (K.L.) 147

## ARTICLES

Ginette BOYER	Y aura-t-il une deuxième expropriation à Mirabel?	152
Charles VALOIS	Appui aux agriculteurs de Mirabel	153
Julien HARVEY	Une évaluation de l'Église du Québec	155
	Mode d'emploi pour continuer la recherche	160
Bernard LAFRENIÈRE	Un Québécois pure laine (Frère André)	162
Marie-Andrée ROY	Une femme féconde (Mère Marie-Rose)	163
Irénée DESROCHERS	Crise budgétaire et crise économique = crise sociale?	164
Gustavo DANS	Les Malouines et le contrôle de l'Atlantique Sud	168

## CHRONIQUES

Diane ALMÉRAS	Un vaste jeu de monopoly	171
Michel M. CAMPBELL	La peur de la tendresse	172
Guy LAPOINTE	Faut-il à tout prix célébrer l'Eucharistie?	173
	PÊLE-MÊLE	174

## RELATIONS

revue du mois publiée sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus

### DIRECTEUR

Albert Beaudry

### CONSEIL DE DIRECTION

Jean-Louis D'Aragon, Jean-Paul Rouleau, Jacques St-Aubin, Roger Sylvestre.

### COMITÉ DE RÉDACTION

Ginette Boyer, assistante à la rédaction, Jacques Chênevert, Irénée Desrochers, Julien Harvey, Denis Lalonde, Karl Lévêque, Roger Marcotte, Guy Paiement, Robert Toupin.

### COLLABORATEURS:

Diane Almérás, Marcel Arteau, Nadia Azer, Raymond Bourgault, Michel-M. Campbell, André LeBlanc, Yves Lever, Axel Maugey, Jean Picher, Jacques Racine, Denise Robillard, Jean-Paul Rouleau.

### PAGE COUVERTURE

Jean Villemaire

### PHOTOS

Paul Hamel

### ADMINISTRATION

Les éditions Bellarmin

### ABONNEMENTS

Hélène Desmarais  
8100, St-Laurent, Mtl, H2P 2L9  
(514) 387-2541

### DISTRIBUTION:

Diffusion parallèle  
1667, Amherst, Mtl, H2L 3L4  
(514) 521-0335

*Relations* est une publication des Éditions Bellarmin.

**Prix de l'abonnement: 12,50 \$ par année (10 numéros). Le numéro: 1,50 \$**

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR) de la Bibliothèque nationale du Québec, dans l'Index analytique de périodiques de langue française (PERIODIX), dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des Bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilms*, Ann Arbor, Michigan 48106 U.S.A.

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 0143

# face à l'actualité

## LE LENDEMAIN DE LA VEILLE

Rien ne sert mieux un gouvernement, surtout en régime démocratique où l'opinion publique scelle sa fortune, que le succès, apparent ou réel, la victoire ou ce qui lui ressemble. Les princes d'autrefois embauchaient à leur service des "poètes de cour", chargés de célébrer les exploits du souverain et d'immortaliser, c'est-à-dire d'imposer, l'interprétation officielle de ses décisions politiques. Avec la Révolution française, on a eu tendance à démocratiser ces triomphes baroques: la Raison et l'Histoire donnent leur caution aux nouveaux princes, ce qui aurait été ode ou péan est désormais fête nationale; heureux le gouvernement qui peut inscrire à son palmarès une réalisation *historique* et en créer la célébration.

Il n'y a pas là que vanité. Quand l'inquiétude et l'insatisfaction augmentent dans le peuple, il convient d'orchestrer la diversion qui freinera les mouvements de protestation. Certains États déclarent une guerre pour mobiliser le pays dans la bataille avec l'étranger; d'autres, plus astucieux, dessinent un ennemi "à l'intérieur", qu'ils voudraient livrer à la frustration populaire. La question est de savoir si les victoires ainsi remportées "à l'intérieur" rapprochent plus qu'elles ne divisent.

Au moment où, de semaine en semaine, des milliers de travailleurs perdent leur emploi ou se voient temporairement mis à pied, à l'heure où plus d'un million de Canadiens sont officiellement chômeurs, tandis que le taux annuel de l'inflation se maintient tranquillement au-dessus de 12%, et que déménagent des dizaines de milliers de citoyens à cause des hypothèques ou des hausses de loyers, au moment où de plus en plus de monde paraît se résigner avec anxiété à vivre de plus en plus mal, les grands argentiers fédéraux répètent qu'ils n'ont vraiment pas d'autre choix que d'appliquer une politique économique qui entraînera inévitablement un accroissement ultérieur du chômage. Dans ce contexte, le gouvernement canadien aurait eu grand besoin d'une victoire. Et d'une fête pour célébrer ce moment historique. Vint le 17 avril, en hommage à la Constitution rapatriée.

Le commentateur politique du réseau anglais de Radio-Canada concluait son analyse de cette "grande journée" en parlant d'une "solution typiquement canadienne". En effet. N'est-ce pas l'accord des neuf provinces du Canada anglais avec le gouvernement fédéral qui a permis de mettre un terme à vingt années de

discussions constitutionnelles suscitées par les "récriminations" du Québec? N'est-on pas arrivé à inscrire dans une loi solennellement votée à Ottawa et à Londres que le Québec ne sera jamais qu'une province "comme les autres"?

Une grande victoire aurait été remportée. Et toute la population canadienne, après avoir courageusement serré les rangs, devrait célébrer son unité. Le drame, c'est que l'ennemi maîtrisé, dans cette perspective, n'est autre que le nationalisme québécois. Pierre Trudeau l'a rappelé au correspondant parlementaire du *Soleil*: s'il est entré en politique, c'est justement pour contrer le courant nationaliste renouvelé par la Révolution tranquille. Bien naïfs, dit-il, ceux et celles qui ont voulu croire que le renouvellement du fédéralisme, promis solennellement lors de la campagne référendaire, irait dans le sens de la décentralisation et d'une plus grande autonomie du Québec <sup>1</sup>.

Mais, dans la vie des peuples, les victoires et les défaites ne se jouent pas sur le papier. Le vaste mouvement de réprobation qui a parcouru la population du Québec et ses milieux politiques montre déjà que ce "rapatriement" est loin d'être la fin de la bataille constitutionnelle. Le Québec, en dépit de tous les textes de loi qu'on pourra fabriquer, est une société distincte <sup>2</sup>. Le peuple du Québec, avec ou sans droit de veto, conserve de façon inaliénable le droit de s'autodéterminer. La vraie question qui nous intéresse désormais, ce n'est pas: qu'est-ce qu'il faut faire en attendant le départ de Trudeau? mais bien: qu'est-ce qui est en train de naître comme espoir au Québec? quel projet de société ralliera les énergies et la solidarité du peuple, des jeunes, des classes populaires, des citoyens et des citoyennes engagés?

Les fins de règne, néanmoins, ont quelque chose de fascinant. Malgré le fossé qui se creuse entre le peuple et la cour, la vie officielle s'entoure de fêtes et de galas, qui voudraient donner à cette phase transitoire un air d'apogée et de triomphe. Le prince, ami des arts et des lettres, promulgue une ère de paix et de prospérité. En fait, il masque son impuissance et ses désillusions derrière de pseudocampagnes, qui ne sont que des manœuvres de diversion, et des victoires à court terme, qui feront le désespoir de ses héritiers.

Dans quelques années, les historiens auront le choix des "scènes prémonitoires": les 30 000 manifestants, bardés de fleurdelisés, défilant dans l'Est de Montréal, la tristesse de Sa Gracieuse Majesté déplorant l'absence du Québec aux fêtes de la constitution, ou encore la pirouette de Pierre Elliot Trudeau sur la piste de l'aéroport d'Uplands... Pour eux, peut-être, le 17 avril deviendra une date *historique*.

**Albert Beaudry**

1. "Au référendum, je n'ai pas promis plus d'autonomie". Entrevue exclusive accordée par le Premier ministre Pierre Trudeau au journaliste Richard Daignault, *Le Soleil*, 15 avril 1982.

2. "Le Québec est toujours une société distincte" (éditorial), *Relations*, décembre 1981.

## UN CHANGEMENT DE SENSIBILITÉ

En mars dernier, lors de leur dernière assemblée annuelle, les évêques du Québec avaient réfléchi sur "les luttes humaines et le salut en Jésus-Christ". À ma connaissance, c'était la première fois qu'un tel sujet était abordé par cette assemblée. En se quittant, plusieurs observateurs se demandaient si on irait plus loin. Car les généralités et les principes n'avaient pas manqué. Mais cela ne donnait pas encore des critères pour le discernement évangélique. Aussi faut-il souligner le *message du premier mai* du Comité des affaires sociales de l'AEQ.

D'emblée, ce message se situe dans le contexte *des luttes des travailleurs en temps de crise*: luttes contre les fermetures d'usines, pour la préservation des acquis et les postes, pour la qualité de vie en milieu de travail, pour le droit au travail. La liste, souligne-t-on, n'est pas complète. Mais, déjà, elle indique un *changement de sensibilité*. On ne craint pas, en effet, de regarder ces luttes et d'y chercher un *sens*: luttes pour survivre, préserver sa dignité, participer à l'effort collectif. Ce sens, toutefois, n'est pas seulement une "relecture morale". Il appelle une ouverture à l'ensemble de la situation, une solidarité avec ceux et celles qui en souffrent le plus et un réalisme dans l'action. Les évêques prennent ensuite position dans les débats actuels pour ceux et celles qui soutiennent qu'il faut lutter d'abord contre

le chômage plutôt que contre l'inflation. C'est à noter.

Mais cette façon, relativement neuve, de se situer avec les gens qui luttent et non seulement dans les estrades, appelait, me semble-t-il, des suggestions pour l'action, des pistes praticables qui montreraient aux communautés chrétiennes qu'il est *possible* de chercher et de trouver des voies neuves. Pour ce faire, sans doute aurait-il fallu rassembler des gens plus immédiatement impliqués et écrire, avec eux, cette dernière partie. On aurait alors, peut-être, dépassé le rappel des trois *principes de base* qui sont donnés à la fin du texte (service des plus pauvres, combat pour la justice, recherche du bien commun) et tenté de *discerner* certains efforts évangéliques, déjà en cours, dans notre milieu.

Car si les principes sont bien connus, les critères de leur application dans la crise qui est la nôtre sont encore à inventorier et à être mis en circulation. Mais on ne peut tout faire en même temps. Retenons que, déjà, une condition fondamentale pour une telle recherche a été, ici, clairement affirmée: il faut partir d'une *solidarité* avec les luttes des travailleurs et des travailleuses et des groupes populaires pour tenter, aujourd'hui, une action et une relecture évangélique de notre tâche.

**Guy Paiement**  
Centre St-Pierre

## LE DEUXIÈME SOMMET POPULAIRE DE MONTRÉAL

Quelque 750 personnes, délégués de groupes populaires et syndicaux ou simples observateurs, ont participé, les 2-3-4 avril dernier, au deuxième Sommet populaire de Montréal, où ils ont jeté les bases d'une organisation populaire et syndicale unifiée dans la région montréalaise.

Issus du premier Sommet populaire, en avril 1980, une dizaine de "fronts" sectoriels (santé, droit au travail, garderies, éducation et loisir, environnement, logement, transport, consommation, répression et discrimination, information et enfin culture) ont entamé une démarche commune depuis deux ans. Un front-femmes s'est également formé récemment. La plupart des fronts comptent des représentants de différents groupes populaires et de syndicats (surtout de la CSN); des groupes autonomes de femmes se sont joints au front-femmes.

Le Sommet s'est donné une instance décisionnelle entre les assemblées générales (Conseil), formée d'un délégué syndical et d'un délégué d'un groupe populaire par front. Précisons qu'il a été adopté que "le Sommet populaire ne peut devenir un parti politique".

On ne peut décemment ignorer les difficultés qui ont été contournées pour que naisse ce lieu de concertation minimale<sup>1</sup>. Les différences d'intérêts et de perspectives sont des éléments constitutifs de ce projet global de liaison du mouvement syndical et populaire et en déterminent largement les principaux enjeux.

Ainsi, selon Robert Potvin, membre du FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) et du conseil provisoire qui a préparé ce Sommet, "le problème du mixage syndical/populaire se pose de deux façons. D'une part, *comment pourrions-nous coordonner nos méthodes de travail, élaborer des démarches qui respecteront les uns et les autres?* Car le monde syndical pèse lourd dans la balance. À ce propos, le Sommet est fortement identifié au Conseil central de Montréal de la CSN. Même s'il y avait au Sommet des membres de la CEQ, de la FTQ et du Conseil du travail de Montréal, il reste beaucoup à faire pour mener ce projet avec les autres centrales. D'autre part, il faut se demander

1. "Disloqué par la crise d'octobre 1970, grugé de l'intérieur par l'infiltration policière et "marxiste-léniniste", handicapé par les rivalités intersyndicales, poussé en marge de la scène politique par la victoire surprise du Parti québécois en 1976, le fragile mouvement des organisations populaires et syndicales de la région métropolitaine aura donc mis dix ans à refaire sa cohésion et à entreprendre une autre grande sortie à Montréal. Il aura fallu que passe l'épuisante mobilisation suscitée par le référendum sur la souveraineté-association, et qu'arrive une crise économique de plus en plus profonde, pour qu'une autre génération de syndicalistes et de militants populaires pose de nouveau la question simple, mais fondamentale, des conditions de vie du monde ordinaire dans un milieu urbain comme celui de Montréal." Jean-Claude Leclerc, *Le Devoir*, le 2 avril 1982, p. 10.

comment définir une problématique qui déborde le cadre des discussions sectorielles pour constituer un discours articulé de revendications et un projet de société qui synthétisent la vision syndicale et la vision populaire?" Toutefois, pour que le Sommet populaire ne soit pas qu'une structure et franchisse ce cap qualitatif, "il faudra que les militantes et les militants investissent du temps, de l'argent et des énergies au Conseil et en fassent plus qu'un autre lieu de réunions".

Contrairement aux autres tables sectorielles, le front-femmes n'a pas de champ spécifique d'intervention. Les femmes qui s'y retrouvent sont, pour la plupart, des militantes d'expérience<sup>2</sup>. Aussi sent-on leur prudence tout autant que leur désir de mettre en commun leurs analyses pour étudier le logement, la santé, etc., à partir de leur condition de femmes et pour dégager un portrait de la réalité sociale des femmes de Montréal. Dans un deuxième temps, il s'agira sans doute de partager avec

2. Où sont les femmes de vingt ans? Plus globalement, les jeunes ont-ils une place au sein des organisations syndicales et populaires? Il faudra pourtant essayer de répondre bientôt à ces questions...

les autres fronts et avec leurs groupes respectifs, les résultats de ce travail. Signalons que la présence de militantes conscientes des oppressions spécifiques des femmes a d'ailleurs donné lieu, lors de la plénière, à une pratique encore peu courante: deux micros étaient à la disposition de la salle; un pour les hommes, l'autre pour les femmes. Et le président d'assemblée donnait alternativement la parole à ceux et celles qui désiraient intervenir, favorisant ainsi l'expression de l'opinion des femmes, traditionnellement moins nombreuses à prendre la parole dans ce genre de réunions.

En temps de crise, l'émergence d'une plate-forme commune de revendications pour le mouvement syndical et populaire semble urgent, même si difficile à mettre en branle, compte tenu, par exemple, des inévitables ressources humaines qui sont engagées dans les négociations syndicales (CTCUM, secteur public et parapublic, etc.) et dans la recherche de sources de financement pour groupes populaires. La naïveté n'a certes pas de place dans ce projet. Mais à ne rien entreprendre on ne serait sûr que d'une chose: ne rien atteindre.

Ginette Boyer

## LES FEMMES ET L'INFORMATIQUE

Les transformations provoquées par l'invention du micro-processeur ne peuvent se comparer qu'aux bouleversements technologiques causés par la révolution industrielle du XVIIIe siècle ou par la découverte de l'électricité. On parle généralement de "révolution informatique" pour décrire le passage extrêmement rapide de la découverte à ses applications. La "puce électronique" ("chip") a été créée en 1970 dans les laboratoires de la compagnie américaine Intel: cette invention devait permettre la miniaturisation des ordinateurs, l'accroissement de leur efficacité et la réduction de leur coût.

Résultats: le nombre des ordinateurs est passé de 100 000 à 800 000 de 1970 à 1980; l'industrie lourde — on songe au "modèle japonais" — est littéralement révolutionnée par l'apparition des robots informatisés; au Québec même, l'industrie de la conception et de la fabrication de systèmes électroniques connaîtra probablement "un accroissement annuel moyen de 24% de 1979 à 1984"<sup>1</sup>. Pour mesurer l'ampleur de cette révolution, on dira par exemple que "si l'industrie automobile avait progressé au même rythme que l'électronique, les voitures rouleraient à 100 000 milles à l'heure, feraient 50 000 milles au gallon et une Rolls Royce coûterait 5,000\$"<sup>2</sup>.

Mais cette révolution n'est pas sans faire de nombreuses victimes. "Ce sont surtout les femmes qui subiront les contrecoups les plus durs de la nouvelle technologie électronique", déclarait Madame Heather Menzies, auteur du livre *Women and the Chip*, lors d'un colloque tenu à l'Université McGill, samedi le 17 avril. Organisée par l'Association des femmes diplômées de l'U. McGill et le Congrès canadien pour la promotion des études chez la femme, cette rencontre avait pour but de sensibiliser les femmes aux changements technologiques occasionnés par le micro-processeur. En fait, l'automation du bureau est en train d'éliminer les emplois traditionnellement occupés par les femmes.

Le mouvement n'en est qu'à ses débuts. Comme le soulignait un colloque organisé par Travail Canada sur "les effets de la micro-électronique sur le milieu de travail", l'automation est en retard de 15 ans dans le secteur tertiaire où le taux de productivité n'a augmenté que de 4% depuis 10 ans tandis qu'il s'accroissait de 85% dans le secteur industriel<sup>3</sup>. Aux États-Unis, le phénomène est déjà sensible: la machine à traitement de textes supplante les dactylos; on y compte déjà plus de 250 000 appareils en service.

Or plus de 48% des femmes sont présentement sur le marché du travail au Canada. Chez les femmes mariées, on note une augmentation rapide du taux des "travailleuses", soit 44%. Selon certaines projections, on estime qu'en l'an 2 000 près des deux tiers des femmes choisiraient de travailler.

Mais il faut remarquer que l'accroissement du taux de travail des femmes, au cours des vingt dernières années, s'est surtout produit dans le secteur des services. En 1980, 80% des femmes salariées étaient employées dans le tertiaire. L'informatisation du travail de bureau, ce qu'on appelle curieusement la bureautique, risque

1. Réal Chamberland, "La puce révolutionnaire" *Le marché du travail*, avril 1982, p. 63.

2. R. Chamberland, B. Martel, P. Terrault, *Les micro-processeurs et la main-d'oeuvre hautement spécialisée de l'industrie de conception et de fabrication de systèmes électroniques*, Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, janvier 1982, p. 15.

3. Travail Canada, *Les effets de la micro-électronique sur le milieu de travail*, p. 71.

d'avoir des effets fortement négatifs sur l'emploi des femmes. Compte tenu de cette menace, on estime qu'un million de femmes, au Canada, seraient en chômage d'ici 1990.

Qu'il s'agisse de l'assurance, des banques ou des supermarchés, la tendance est la même. On réduit les postes de secrétaires-dactylos et on embauche un personnel plus spécialisé. L'informatique, précise Madame Menzies, a créé de nouveaux emplois, mais seulement dans les secteurs professionnels et administratifs, où les femmes sont en minorité. Les femmes sont vulnérables car leurs emplois se concentrent dans les domaines qu'envahit la technologie de l'information, elles sont menacées, car elles ne disposent pas de la mobilité financière ou éducative qui leur permettrait de s'adapter. "Si on ne les aide pas à le faire, leur chômage risque d'avoir de graves conséquences à la fois pour elles et pour l'économie du pays."

Le progrès technologique doit-il être poursuivi au détriment de la sécurité des personnes? Le colloque de McGill a formulé quelques recommandations visant à humaniser la révolution en cours.

1) Les gouvernements et les patrons doivent tenir compte des implications sociales et morales de l'informatique sur les travailleurs. On a constaté qu'une baisse

de la qualité du milieu de travail accompagnait la croissance technologique de l'entreprise. L'automatisation tend à faire porter l'accent sur le rendement plutôt que sur les aptitudes ou l'expérience de l'opérateur.

2) Il importe de lancer un programme d'éducation du public, destiné à informer les femmes de la situation réelle du marché dans le domaine du travail de bureau, touché par l'informatique.

3) Les gouvernements et les systèmes d'éducation devraient mettre en oeuvre des programmes d'études visant à diffuser chez les femmes la connaissance des ordinateurs et de leur utilisation.

4) Des mesures de santé et de sécurité au travail doivent être appliquées à l'utilisation de l'ordinateur si l'on veut éviter plusieurs maladies maintenant reliées à cette activité. Les données présentement disponibles semblent indiquer que les opérateurs de terminaux à écran de visualisation (TEV) souffrent de fatigue, de douleurs de la nuque et du dos, de sensations de vertige, de nausées et de troubles de la vision.

Une action rapide et efficace s'impose de la part des gouvernements, des employeurs et des femmes elles-mêmes.

**Nadia Azer**

## JACQUES COUSINEAU

La solidarité avec la classe ouvrière n'est pas un élément accessoire et optionnel de la foi; le combat pour la justice n'est pas une marotte qu'on peut abandonner aux croyants qui ont du goût pour les questions sociales. Les évêques du Québec viennent de nous le rappeler dans leur message du Premier Mai, "comme communauté chrétienne", nous sommes appelés "à un engagement concret dans les luttes des travailleurs", et cela au nom même de notre espérance.

Dans l'encyclique sur le travail qu'il publiait à l'automne, Jean-Paul II expliquait clairement pourquoi les chrétiens se doivent d'appuyer les mouvements de solidarité des travailleurs et de solidarité avec les travailleurs. "L'Église est vivement engagée dans cette cause, écrit-il, car elle la considère comme sa mission, son service, comme un test de sa fidélité au Christ, de manière à être vraiment l'Église des pauvres."

Ces déclarations, si officielles soient-elles, continuent d'étonner. On trouve "nouveau" et vaguement "inconvenant" que l'Église prenne ainsi parti pour les travailleurs et, que ses dirigeants se mêlent de questions socio-économiques. En fait, on évite de reconnaître l'interpellation éthique de ces propos, et on oublie que ce n'est pas d'hier que des chrétiens, même ici, se sont engagés pour la cause de la justice sociale.

Au temps de la grève de l'amiante et de la lettre des évêques du Québec sur *Le monde ouvrier* (1950), on citait volontiers le mot de l'archevêque de Sherbrooke, Mgr Philippe Desranleau: "Le capitalisme est la cause de toutes nos misères. Nous devons travailler contre lui, non pour le transformer, car il ne peut être transformé, non pour le corriger, car il est incorrigible, mais pour le remplacer..."

Je retrouve ce mot historique dans l'ouvrage<sup>1</sup> que le

Père Jacques Cousineau a publié, quelques jours à peine avant sa mort, survenue le 20 avril. Et ce n'est pas la seule trouvaille que j'y ai faite: plus encore que les événements qui s'y trouvent racontés, l'affaire du Bill numéro 5, la grève de l'amiante, la démission de Mgr Charbonneau, la publication de la lettre épiscopale de 1950, c'est le climat d'engagement radical et d'analyse impitoyable des conflits sociaux de l'époque qui m'ont étonné et même emballé, pourquoi ne pas l'avouer?

Un conseil, cependant, à ceux et celles qui auraient le goût d'examiner de près ce témoignage de première main sur le Québec "social" d'avant la Révolution tranquille: sautez tranquillement les premiers chapitres et abordez le livre directement à la page 82. Par souci d'objectivité, l'auteur a scrupuleusement énuméré les séances de travail et les documents qui ont accompagné la formation de la Commission sacerdotale d'études sociales: ces renseignements seront utiles aux historiens, mais la vraie "bataille" commence avec les interventions publiques de la Commission.

Un ouvrage comme celui-là nous conserve du Père Cousineau le message fondamental. Il se voulait et se savait "apôtre social", et les années qu'il avait pu consacrer à cet engagement restaient pour lui les plus belles et les plus significatives. Les dernières pages du livre prennent l'allure d'un témoignage sur son expérience de prêtre engagé dans le social; il apprécie surtout d'avoir pu avec d'autres, prêtres et laïques, "s'adonner ensemble avec joie à la construction d'un monde meilleur".

1. Jacques Cousineau, *L'Église d'ici et le social 1940-1960, I. La Commission sacerdotale d'Études sociales*, Montréal, Ed. Bellarmin, 1982; 15 \$. Pour vérifier les propos attribués à Mgr Desranleau, voir p. 109.

*Relations* conserve à l'égard du Père Cousineau une dette particulière de reconnaissance. Il fut en effet de la première équipe de l'École sociale populaire qui lançait le premier numéro de la revue en janvier 1941. On lui doit même le nom de la revue, *Relations*, dont il expliquait ainsi les objectifs: "contribuer à l'équilibre de justice et de charité entre les divers éléments de la société, tant familiale et économique que politique et internationale, établir entre les hommes ces relations de la *citè harmonieuse* dont rêvait si chrétiennement le socialiste Péguy".

Évoquer aujourd'hui le souvenir du Père Cousineau, c'est nécessairement rappeler le travail de plusieurs groupes de prêtres et de laïques qui ont voulu défendre les droits et la dignité des travailleurs québécois, au nom de leur foi, de la mission de l'Église et des droits humains fondamentaux qu'elle invoque. C'est aussi réveiller, pour ceux et celles qui l'ont bien connu ou qui ont appris à le connaître à travers ses interventions per-

cutantes dans la presse, l'image d'un homme entier dans ses choix comme dans ses convictions: il était trop passionné pour n'être pas un redoutable batailleur, trop attaché à l'idéal de ses années "d'apostolat social" pour accepter avec résignation certaines des ruptures qui ont marqué notre société au cours des deux dernières décennies.

Mais surtout, parmi les personnes qui ont rencontré le Père Cousineau plus directement, que ce soit à l'époque de la grève de l'amiante ou plus tard quand il s'intéressera particulièrement aux communications sociales, ou encore dans le cadre de son ministère des dernières années, personne, sans doute, n'aura oublié sa droiture, sa franchise, sa loyauté, son enthousiasme. Cette énergie, ce radicalisme nous restent, plus que comme un souvenir, comme une interpellation.

**Albert Baudry**

## LE TALON D'ACHILLE DE REAGAN

En choisissant de traiter du conflit en Amérique centrale pour le troisième LUNDI DE RELATIONS, la revue était en plein dans l'actualité. Bien entendu, ce conflit est régional. Les mêmes processus sont à l'oeuvre au Salvador et au Guatemala. Il y a des liens à faire entre ces espèces d'élections qui ont eu lieu soudainement au Honduras, au Guatemala et au Salvador. Et les pays plus tranquilles comme Costa Rica ou le Honduras ont une fonction précise dans la stratégie nord-américaine par rapport aux foyers de guérilla d'Amérique centrale. Quant à la solidarité des peuples qui luttent dans la région avec le peuple victorieux du Nicaragua, elle est d'autant plus importante qu'elle sert d'argument aux Américains pour une intervention militaire de plus en plus ouverte dans la région. En fait, la radicalisation de ces pays numériquement très petits constitue le talon d'Achille de la politique américaine de Reagan.

Tout ceci explique pourquoi les deux rencontres organisées à une semaine d'intervalle à Montréal (17 mai) et à Québec (25 mai) ont attiré un public nombreux et de qualité, et donné lieu, les deux fois, à un débat intéressant et instructif.

Trois volets étaient au programme: les relations du Canada avec l'Amérique centrale, le problème de l'information, et la situation des chrétiens au coeur du conflit.

Pour Montréal, la présence de M. Maurice Dupras, qui préside les travaux du sous-comité parlementaire traitant des rapports entre le Canada et l'Amérique latine, devait naturellement polariser la discussion. Le député de St-Jérôme s'est bien tiré d'affaire, ne cachant pas sa sympathie pour l'orientation sociale et nationaliste qui anime le Front sandiniste et les mouvements de guérilla actuels, et surtout en ne défendant pas l'indéfendable dans ce qu'est actuellement la politique extérieure du Canada. Il faut avouer que certaines questions l'ont quelque peu pris au dépourvu, comme celle qui dénonçait la lenteur du Canada à accueillir les réfugiés salvadoriens en comparaison de la célérité avec laquelle il a

ouvert ses portes aux Polonais. Et son optimisme n'aura pas convaincu tout le monde quant à l'indépendance réelle ou croissante de la diplomatie canadienne par rapport à celle du département d'État américain. À Québec, on doit regretter qu'aucun député fédéral francophone n'ait pu se libérer pour cet exercice difficile mais fécond pour la démocratie: rencontrer des citoyens avertis et exigeants et rendre compte des hésitations et des contradictions de la politique étrangère du gouvernement.

Le deuxième thème abordé fut le rôle important des médias par rapport à ce conflit. À Montréal, Bertrand de la Grange (*Le Devoir*) partisan d'une information honnête à défaut de pouvoir être objective, a montré la fonction politique de la désinformation: il a pris l'exemple plus actuel de l'Argentine avant de revenir au cas des élections truquées au Salvador. Ses interventions nuancées mais franches ont coloré avantageusement la soirée. À Québec, André Dionne (*Le Soleil*) a fait le point sur le monde piégé des agences de presse et levé le voile sur les alternatives militantes qui essaient, même à l'intérieur des "grosses boîtes", de faire adve-

### LES LUNDIS DE RELATIONS

Depuis le mois de février, la revue a organisé quatre soirées-débats sur

- l'éducation de la foi des adultes,
- à qui fait-on payer la crise?
- le conflit en Amérique centrale,
- l'avenir de l'Église du Québec.

Les deux derniers thèmes, traités en avril et en mai, ont également fait l'objet d'une rencontre à Québec.

Nous comptons bien reprendre ce genre de réunions dès l'automne. D'ici-là, vos suggestions quant aux sujets à aborder et au déroulement des soirées seront vivement appréciées.

nir au public l'autre côté de la médaille. Il mentionna l'effort de Salvapresse et la création prochaine d'une agence de presse nicaraguayenne. Il a aussi fait remarquer comment la chronique internationale avait pris beaucoup plus de place et d'importance au Québec ces dernières années.

Le dernier volet, que les questions de la salle ont mis davantage en relief à Québec qu'à Montréal, touchait la situation des chrétiens au coeur même du conflit. Ils n'ont pas à se demander quel rôle ils pourraient ou devraient jouer dans un contexte de violence, hésitant peut-être à y entrer. Ils sont le peuple violenté, réprimé; ils sont acculés à défendre leurs terres, leurs vies. Gilles Rivest, qui a vécu au Guatemala et séjourné au Nicaragua, avait en mains les exemples concrets pour illustrer la participation des chrétiens au processus de reconstruction du Nicaragua, leur sérénité à faire l'analyse de classe des tensions qui existent à l'intérieur de leur Église. Les 30 000 paysans massacrés au Guatemala, en 1930, réclamaient du pain, leurs terres volées; de fait, ils étaient, aussi, chrétiens. Actuellement, les paysans qui vont se faire brûler à l'ambassade d'Espagne au Guatemala ou qui prennent les armes dans le maquis savent qu'ils font ces choix parce qu'ils répon-

dent à la dynamique de l'Évangile qui les confirme dans leurs droits. Voilà pourquoi l'armée tue un paysan guatémaltèque si elle trouve chez lui une Bible, surtout une Bible annotée.

À Québec, une quatrième panéliste, Nancy Alvarez, Chilienne, devait développer le rôle et l'importance de la solidarité. Le débat sur ce thème fut intéressant, car il tourna autour du danger d'épuisement des comités de solidarité, de l'importance de la créativité pour renouveler les formes et les outils de la mobilisation. Il est indispensable en effet d'élargir toujours plus le nombre des citoyens conscients, lucides, capables de faire pression sur leurs députés. Car il faut souhaiter une politique canadienne qui ne soit plus conçue uniquement en fonction des intérêts de notre marché et des multinationales, une politique canadienne moins servilement calquée sur la politique extérieure des États-Unis. M. Trudeau nous avait fait espérer mieux en fait d'autonomie pour le Canada. Actuellement, la prise de conscience croissante au niveau de l'opinion publique va dans ce sens.

Karl Lévêque

---

## Y AURA-T-IL UNE DEUXIÈME EXPROPRIATION À MIRABEL?

par Ginette Boyer

**En 1969, le gouvernement fédéral décidait d'aménager dans la région de Sainte-Scholastique le Nouvel Aéroport International de Montréal. Les projets de développement étaient rien moins que gigantesques: on prévoyait l'installation d'un vaste parc industriel à proximité de la zone aéroportuaire. On résolut donc d'exproprier 2500 familles sur un territoire de 88 000 acres. Treize ans plus tard, on doit se rendre à l'évidence: on n'avait pas besoin de tant d'espace: 75 000 acres ont été expropriés "en trop". Mais à qui rendre les terres? Au plus offrant (à la grande entreprise)? Ou aux familles qui continuaient de cultiver ces terres en payant loyer? La bataille des expropriés de Mirabel soulève ici au Québec la question de la propriété du sol.**

Il y a déjà plus d'un an, en février 1981, le ministre fédéral responsable, M. Paul Cosgrove, annonçait une nouvelle politique selon laquelle le gouvernement fédéral céderait ses droits de propriété sur une partie des terres qu'il régit autour de l'aéroport de Mirabel, promettant ainsi la rétrocession de ce qu'on appelle les terres périphériques de Mirabel.

Aux audiences publiques de septembre dernier<sup>1</sup>, M. Jean-Pierre

Goyer, président de la Société immobilière du Canada (Mirabel) (SIC), déclarait que "le temps des longues études" était "bel et bien terminé" et que la situation du territoire de Mirabel devrait connaître d'importants développements, "à brève échéance". C'est le 30 octobre, disait-il, que la SIC soumettrait ses recommandations au ministre responsable.

La population locale attend donc depuis novembre dernier.

---

### Les événements

Afin d'accélérer le cours des événements, le 1er décembre, 158 des 251 cultivateurs locataires de quelques-unes des terres expropriées en trop déposent leur loyer mensuel en

1. Cf. "L'avenir des terres de Mirabel", dans *Relations*, novembre 1981, p. 293.

fiducie à la Fédération des Laurentides de l'Union des producteurs agricoles (UPA), plutôt que de les verser à la SIC. Alors que le gouvernement avait mis de 3 à 8 ans pour payer les expropriés, cette fois, il ne faudra qu'une quinzaine de jours pour que la SIC réagisse. Le 24 et le 31 décembre (!), un premier groupe de 77 agriculteurs reçoivent la visite d'un huissier. M. Goyer intente une action contre eux pour obtenir, *en plus des loyers déposés en fiducie, le paiement de tous les frais légaux et intérêts qui s'accumulent, le paiement de dommages à la SIC, l'annulation de leurs baux et leur expulsion du territoire de Mirabel dans les six jours*<sup>2</sup>.

Au début de janvier, M. Pierre Brien, vice-président et responsable des communications à la SIC, assurait, en parlant de la rétrocession à un journaliste (*The Gazette*, 4 janvier 1982), que certaines réponses seraient connues en février, lorsque le cabinet fédéral aurait pris en considération les recommandations de la SIC.

Des délégués de l'UPA et du Centre d'information et d'animation communautaire de Ste-Scholastique, porte-parole des agriculteurs, se sont rendus à Ottawa le 8 avril: ils avaient rendez-vous avec le ministre Cosgrove. Ils apportaient au ministre un chèque pour payer les loyers non versés à la SIC, dans l'espoir de pouvoir lui parler et d'aborder le problème à l'amiable. Sans explication, ce rendez-vous a été annulé à la dernière minute. Mais le ministre des Communications, M. Francis Fox, qui est vice-président du comité des opérations gouvernementales chargé du dossier<sup>3</sup>, s'est dit assuré qu'on leur accorderait un rendez-vous après le congé de Pâques.

Les retards se sont multipliés, les rendez-vous se sont révélés impossibles. Les promesses sont en suspens. À la place d'une solution équitable et d'un dialogue normal, "la Reine" refuse encore une fois de négocier et brandit ses menaces et ses poursuites. Le 20 avril, les 77 agriculteurs durent comparaître en cour.

2. *Le Bulletin* (publié par la SIC elle-même), février 1982, p. 9.

3. Suite aux audiences publiques de l'automne dernier, la SIC a remis un rapport qui a été reçu par un comité d'étude du ministre, avant que des recommandations soient faites au comité des opérations gouvernementales (comité du cabinet).

## APPUI AUX AGRICULTEURS DE MIRABEL

Lors des audiences publiques de septembre 1981 sur l'avenir du territoire de Mirabel, j'ai appuyé la population locale qui demande la rétrocession des terres que le ministre Cosgrove avait annoncée en février 1981. Depuis ce temps, j'ai eu l'occasion de réitérer cet appui.

Avec la population locale, j'attends toujours la réponse du gouvernement fédéral aux demandes de la population exprimées lors des audiences. Bien qu'elle tarde à venir, j'espère encore qu'elle saura respecter les attentes légitimes d'une population avide de redevenir propriétaire de "ses" terres.

Mais au lieu de cette réponse, c'est d'une poursuite judiciaire contre un grand nombre (77) d'agriculteurs de Mirabel que nous entendons parler. Et on parle même d'expulsion possible du territoire de Mirabel.

Ce n'est pas mon rôle de me prononcer sur la légalité d'un tel geste ni de m'immiscer dans un procès en cours. Mais je me questionne sérieusement sur l'opportunité de la poursuite intentée par la Société immobilière du Canada dans un temps où une réponse favorable du gouvernement fédéral réglerait bien des problèmes sous-jacents à cette poursuite judiciaire. Faut-il interpréter cette poursuite comme la manifestation d'un désir de forcer les agriculteurs à partir? Pour qui et en faveur de qui expulserait-on les agriculteurs de ce territoire?

Je réitère donc mon appui à la population de Mirabel — en l'occurrence ici les agriculteurs menacés d'expulsion — qui désire se réapproprier les terres expropriées en trop pour l'aéroport. D'autre part, j'ose demander à la Société immobilière du Canada de renoncer à cette poursuite judiciaire — s'il n'est pas déjà trop tard — et de faire pression auprès du gouvernement pour qu'il ordonne la rétrocession des terres expropriées en trop dans le plus bref délai. Alors des négociations pourront commencer avec les gens de Mirabel.

À ce qu'il me semble, le geste posé par les agriculteurs de mettre la somme de leur loyer en fiducie n'avait d'autre but que d'accélérer ce processus politique et économique.

Le 20 avril 1982

Charles Valois  
évêque de Saint-Jérôme

Le juge Duquette, de la Cour provinciale siégeant à Saint-Jérôme, a toutefois remis la cause au 14 mai, en espérant que ce délai permette aux parties de se rencontrer pour trouver un règlement hors cour. Car une solution équitable au problème de fond, celui d'une rétrocession des terres expropriées en trop, qui se ferait dans le respect de la justice sociale, est bien préférable à un jugement de cour. C'est tout le contexte qui enveloppe une décision judiciaire. Comme la cour l'a bien compris.

Le 28 avril, MM. Fox et Cosgrove recevaient finalement les délégués des agriculteurs. Pour le gouvernement trois problèmes majeurs et distincts perdurent à Mirabel: le transfert des vols de Dorval, la rétrocession des terres ET les loyers impayés, même si les agriculteurs soutiennent qu'il existe des liens étroits entre ces deux derniers. Par ailleurs, le ministre Cosgrove a refusé le chèque des loyers impayés, remettant cette opération entre les mains des procureurs. Les agriculteurs ont alors de-

**Manifestation, le 20 avril, à St-Jérôme: une solution équitable au problème de fond, celui d'une rétrocession des terres expropriées en trop, qui se ferait dans le respect de la justice sociale, est bien préférable à un jugement de cour.**



ph: La Presse

mandé que chacun paie ses frais de cour, ce qui est depuis objet de négociations. M. Cosgrove a de plus annoncé que le comité des opérations gouvernementales rendra sa décision vers la fin de mai, ce qui signifie, semble-t-il, que la population de Mirabel ne sera pas consultée sur la base du rapport de la SIC, comme elle en avait émis le désir, l'automne dernier. Enfin, l'ambiguïté persiste à propos de l'étendue et du nombre de terres que le gouvernement serait prêt à rétrocéder. Les délégués des agriculteurs ont affirmé que, lors de l'entrevue du 28 avril, M. Cosgrove parlait d'une "rétrocession *substantielle des terres*", alors que le lendemain, à la Chambre des communes, il n'était plus question que de "certaines terres, dans certaines conditions".

### Les appuis

Ce n'est pas un problème purement local. Le territoire de Mirabel exproprié par le gouvernement fédéral est grand comme l'île de Laval. Des principes fondamentaux affectant la vie sociale et démocratique y sont en jeu. C'est pourquoi tout le Québec s'en mêle et appuie. La conférence

de presse qui se tenait à l'évêché de Saint-Jérôme, le 20 avril, et la réaction des grands journaux en témoignent largement.

Les agriculteurs de tout le Québec s'y intéressent. Ce n'est pas seulement la Fédération de l'UPA de la région des Laurentides qui est impliquée, mais, par la voix du président national de l'UPA, M. Jacques Proulx, "les agriculteurs de Mirabel peuvent compter sur toute l'organisation agricole".

Les évêques du Québec n'hésitent pas, par une nouvelle déclaration du Comité des affaires sociales de l'AEQ, à réitérer leur appui aux agriculteurs de la région de Mirabel et à réaffirmer leur support à Mgr Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme: "Les évêques regrettent beaucoup la lenteur du gouvernement fédéral à apporter une solution équitable dans l'aménagement du territoire aéroportuaire. Une action concrète et rapide s'impose dans la solution de ce problème".

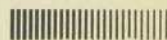
Mgr Valois lui-même soutient activement ce que l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) a qualifié de "travail tenace d'éducation et de solidarité". Au cours de son intervention (reproduite ci-contre), il a soulevé un certain nombre de questions fondamentales, d'ailleurs reprises et prolongées par des éditorialistes<sup>4</sup>.

## Vers une deuxième expropriation?

La légalité technique de la poursuite intentée par la SIC n'en assure pas la légitimité. À la Chambre des communes, le 21 avril, un député néo-démocrate a qualifié l'expulsion demandée par M. Goyer de "geste odieux". C'est ce à quoi équivaudrait en fait ce juridisme maladroît. Le gouvernement du Canada n'a pas à garder la propriété de terres qu'il a de toute évidence expropriées en trop<sup>5</sup> et qui font partie du patrimoine du Québec. Si M. Goyer s'entêtait à reprendre la poursuite après le 14 mai, cela ne ferait que confirmer l'idée qu'après 13 ans de domination à Mirabel, le gouvernement fédéral tient à mater ces agriculteurs québécois pour fortifier sa tutelle centralisatrice.

L'ombre de la spéculation et des grandes entreprises embauchant des cultivateurs comme ouvriers plane toujours sur les terres de Mirabel. La SIC se comporte comme si elle était incontestablement propriétaire de ce territoire: elle multiplie les interventions dans le milieu et dénigre ses opposants (sa tribune étant *Le Bulletin*, un journal qu'elle publie). Les menaces d'expulsion, si elles devaient se concrétiser, mèneraient en quelque sorte à une deuxième expropriation de la population de Mirabel. Or toute décision concernant l'avenir de ces terres devra nécessairement, comme le rappelait Mgr Valois le 20 avril dernier, "respecter ces hommes et ces femmes qui veulent forger leur avenir, maintenir leurs communautés et les revitaliser". Sinon, le climat social sera gravement perturbé. Les remous dans l'opinion publique ne feront que s'amplifier.

Le 5 mai 1982



4. Voir, en plus de la presse régionale, "Les expropriés de Mirabel ont droit à leurs terres" par Jean-Guy Dubuc, dans *La Presse*, le 22 avril 1982, p. A-6 et "L'oppression fédérale à Mirabel" par Jean-Claude Leclerc, dans *Le Devoir*, le 23 avril 1982, p. 16.

5. Les aéroports Charles-de-Gaulle à Paris, John-F. Kennedy à New York et de Dallas-Forth-Worth au Texas (plus récent) ont un trafic beaucoup plus grand que celui de Mirabel et occupent pourtant un territoire de 5 à 10 fois moins étendu.

# UNE ÉVALUATION DE L'ÉGLISE DU QUÉBEC

par Julien Harvey

Les chrétiens du Québec s'arrachent difficilement au souvenir de l'ordre ancien, où le cléricisme perpétuait les valeurs et les rites d'une civilisation et d'une religion terriennes. En considérant l'évolution récente de notre société et en prospectant le proche avenir, nous nous découvrons minoritaires et nous tirons des liens avec l'expérience biblique de la "dispersion" qui suivit la chute de Jérusalem et la destruction du Temple. Collectivement, nous nous situons entre le temple et l'exil: c'est d'ailleurs le titre du deuxième volume de *Situation et avenir du catholicisme québécois*, qui vient de paraître chez Leméac.

Observer et analyser la situation de l'Église du Québec, et formuler des orientations d'avenir, dix ans après la parution du Rapport Dumont sur les laïcs dans l'Église, voilà un défi aussi urgent que compliqué. La dizaine de pasteurs et de sociologues qui s'y sont attelés, à l'invitation de Fernand Dumont et de Jacques Racine, comptent sans doute parmi les observateurs les plus avertis de la vie de notre Église et de son implantation en divers milieux de notre société. Ils ont eu soin d'élaborer leurs analyses et leurs hypothèses en convoquant une série de tables-rondes avec des témoins de ces "mondes" ou s'incarne l'Église du Québec; la méthode à elle seule vaut d'être signalée, elle pourrait inspirer d'autres groupes désireux de prendre le pouls de leur milieu. La parution de cet important ouvrage est un événement; elle invite la discussion et le dialogue, et l'article qui suit voudrait amorcer ce mouvement de réflexion en Église.

L'auteur tient à remercier les rédacteurs de *Situation et avenir du catholicisme québécois*, qui l'ont aimablement autorisé à prendre connaissance de leurs manuscrits avant la parution de l'ouvrage.

Quand il s'agit d'évaluer les bilans et les enquêtes, malgré toutes les critiques des partisans de l'intuition pure, j'aime bien me référer à la parole d'Abraham Lincoln: "Si nous pouvions d'abord savoir où nous sommes et où nous allons, nous pourrions mieux évaluer quoi faire et comment le faire". Et en ce qui concerne l'Église du Québec, il est bien difficile de parler d'abondance de richesses: depuis dix ans, aucun bilan d'une certaine envergure. Et voici que nous recevons deux tomes d'évaluation, qui se présentent sans trop l'affirmer comme "le Rapport Dumont dix ans après". Un événement qui mérite d'autant plus d'attention qu'il arrive à une période plutôt brumeuse de l'histoire du Québec.

"Situation et avenir du catholicisme québécois" est le titre de cette étude qui paraît chez Leméac sous la signature de Fernand Dumont et Jacques Racine, avec la collaboration de neuf autres auteurs, sept pour le premier tome, deux pour le second. Le tout se présente avec beaucoup de bonhomie, départ en randonnées de ski du samedi, détour par Charlevoix, aucun mandat ni subvention. Et nous voilà engagés dans le premier volume, "Milieux et témoignages". Nous traverserons successivement cinq "mondes": rural, ouvrier, bourgeois, jeunes et agents pastoraux. Dans chacun des cas, avec une importance plus ou moins marquée, on rencontre au départ des références à des tables-rondes, généralement peu nombreuses. Nous n'en sommes plus à la grande époque du Rapport Dumont, avec ses 800 mémoires, 32 sessions, 15 000 témoins et les deux tomes de Normand Wener.

## Le monde rural

Le texte sur le *monde rural* est de Marc Pelchat, qui est prêtre, animateur, responsable d'une paroisse dans la région de Lotbinière. Il se dit fier d'être lui-même un paysan et d'être, dans cette vieille région agricole qu'est Lotbinière, "un acteur plutôt qu'un observateur". On peut rapidement constater que l'abbé Pelchat connaît son milieu de l'intérieur, qu'il est bien placé pour reprocher à notre Église d'être en général citadine, d'ignorer et même de dédaigner un peu l'agriculteur qu'elle connaît peu, qu'elle voit à travers des stéréotypes dont plusieurs doivent dater de Maria Chapdelaine! Il nous enlève le goût d'opposer la campagne à la ville et celui de considérer le rural comme un arriéré culturel. Dans toute la première partie de son texte, l'auteur multiplie les références à une analyse sociale: domination de l'agriculteur par les grands exploitants de l'alimentation ou de la forêt, lutte de groupes, solidarité paysanne, hostilité à l'égard du syndicalisme. Mais il n'arrive pas à une analyse sociale structurée, au delà des constatations portant sur des problèmes sérieux. Quand il aborde, dans une deuxième partie, les défis lancés au christianisme par notre monde rural, il doit reconnaître qu'ils sont de taille: le projet d'éducation de la foi des adultes, lancé depuis le concile, n'a pas réussi. Une première conséquence en est que, dans ce monde où les rassemblements sont moins nombreux et où la famille jouait traditionnellement un rôle considérable, le témoignage chrétien par la parole est de

plus en plus faible et, en retour, le monopole des prêtres est plus fort que jamais, même quand ces derniers cherchent à s'en départir. Et les quatre recommandations qui terminent l'essai visent à éveiller les responsabilités de tous, à l'égard de la transmission de la foi et du rattachement de la foi à l'aventure humaine du monde agricole d'ici.

---

### **Le monde ouvrier**

---

Le *monde ouvrier* nous est présenté par Lorenzo Lortie et Jean Picher. Ce sont des prêtres d'expérience, engagés dans le milieu ouvrier à la fois au niveau du travail quotidien et de l'action pastorale. Ils nous offrent d'abord une typologie utile pour un pasteur: ceux qui se disent croyants, ceux qui sont des engagés paroissiaux, les militants sociaux et les marginaux sociaux et ecclésiaux. Pour chaque groupe, ils nous offrent une description élaborée de leurs attitudes et de leurs comportements. On peut seulement regretter sur le plan du sérieux méthodologique que tout cela provienne de trois tables-rondes regroupant 23 personnes! Même si on ajoute que des conversations avec "quelques informateurs privilégiés" et des recours à l'expérience personnelle des auteurs ont aussi contribué. Le bilan d'ensemble est plutôt sombre, au point qu'on en vient à s'étonner de ne pas rencontrer d'ouvriers heureux!

Pour ceux que les mouvements de gauche inquiètent, la lecture de ce chapitre sera rassurante: les connivences marxistes sont minces. Mais il demeure qu'après avoir lu le chapitre, on doit constater que les auteurs, comme celui de l'étude sur les paysans, en demeurent aux observations sociales et aux doléances, sans passer à une véritable analyse sociale. Le jugement d'ensemble est que la foi du monde ouvrier est médiocre: "la foi n'est pas un dynamisme, mais un bien acquis dont on se contente". On s'engage ensuite dans une sévère critique de la pastorale ouvrière. Puis on énumère des défis. Ce sera sans doute là la partie la plus utile de l'étude. On souhaite que la foi devienne l'élément directeur des choix dans la vie, que les aspects sociaux de la vie ouvrière soient rejoints par la foi, que les pasteurs se soucient de leur responsabilité dans l'aménagement d'une société qui soit signe du Royaume, qu'ils se soucient de responsabilité partagée, que la paroisse sache se subdiviser en petits groupes qui correspondent davantage aux besoins des personnes, que la morale et la discipline de l'Église deviennent croyables.

---

### **Le monde bourgeois**

---

André Charron nous présente le *monde bourgeois*. Il sait de quoi il parle. Il est animateur dans une des paroisses



les plus aisées et les plus hautement scolarisées au Québec, à Ville Mont-Royal. Il se veut beaucoup plus près des tables-rondes que les auteurs précédents et, à mon avis, il a raison. Nous trouvons ici une très bonne analyse de ce qu'est la personne bourgeoise et le milieu familial, résidentiel et professionnel bourgeois. Il serait bien souhaitable que tous les bourgeois et toutes les bourgeoises du Québec lisent ce bon portrait d'eux-mêmes et d'elles-mêmes. Et sans oublier que la classe moyenne supérieure, moyenne et inférieure, représente 70% de la population du Québec. Donc, dans le milieu bourgeois on continue de rêver d'une culture chrétienne, d'une Église proche des pauvres, on souhaite une pratique chrétienne qui, en réalité, est proche du Réarmement moral, on est inquiet des effets de la baisse de la foi sur la famille, on a honte de la grande Église quand elle est sévère (Jean-Paul II aux USA). On s'étonne de ce que les personnes de classe moyenne fassent si difficilement une communauté chrétienne, alors qu'elles se regroupent facilement au plan social, au plan du voisinage. L'explication qu'on en trouve est que le groupe paroissial est trop nombreux, que l'avenir est aux petits groupes. On se soucie beaucoup de la pastorale, de la catéchèse, des institutions ecclésiales de demain; et ici encore la solution est du côté du petit groupe. Comme animateurs, on attend des évolutions significatives dans les critères

de choix: femmes comme hommes, personnes mariées ou non. Charron juge très finement son monde bourgeois et il est peut-être celui qui nous fournit le plus d'éléments d'une analyse sociale préalable à une compréhension de la situation de l'Église. Il nous présente ensuite les grandes lignes d'une catéchèse du bourgeois adulte, qu'il appelle un "renversement d'approche": a) partir d'une expérience humaine plutôt que d'une foi acquise à transmettre; b) rencontrer Jésus et son message avant l'Église; c) présenter la foi comme un défi de civilisation; d) changer le fonctionnement de l'Église-institution. Une telle foi pourra être vécue communautairement, à condition d'accepter des groupes restreints à l'intérieur de la paroisse ou non, co-responsables de tout, y compris de l'interprétation (une section intéressante, surtout lorsque Charron s'engage dans l'explication théologique du rapport magistère-communauté).

---

---

### **Le monde des jeunes**

---

---

Le monde des *jeunes* nous est présenté par Pierre-André Fournier, aumônier de la J.O.C. L'auteur connaît sans doute les jeunes directement, mais il insiste tellement sur la complexité, le pluralisme d'identité et d'orientation des jeunes qu'on peut se demander s'il n'aurait pas bien fait d'aborder son monde d'une autre façon. Par exemple, un détour du côté de la famille et de ses nouvelles formes n'aurait-il pas éclairé bien des choses: n'est-ce pas dans la famille que se vivent la continuité et la rupture, la chaleur humaine ou la solitude, la compétition ou la détente, le sens social ou la marginalité, l'engagement ou la passivité? On s'étonne de ne trouver qu'un seul paragraphe, dans cette longue étude, sur les mouvements de jeunes. Les défis qui sont proposés à la fin sont précis: formation de petits groupes, apprentissage de l'intériorité, engagement avec les moins favorisés. Signalons au passage un point sur lequel nous aurons à revenir: le chapitre est au masculin, la jeune femme, l'adolescente en sont bien absentes.

---

---

### **Le monde des agents pastoraux**

---

---

Pour terminer ce premier tome, Jean-Guy Bissonnette et Georges Milot nous présentent le monde des *agents pastoraux*. Ils dépendent de trois tables-rondes. La première chose qui frappe dans ce texte est l'image terriblement négative des permanents actuels de l'Église: en 33 pages, aucun trait positif. Si bien que l'accumulation finit par rendre le tableau incroyable. Et c'est dommage: il est impossible qu'il n'y ait pas ici *un problème majeur*, surtout si on ajoute les doléances exprimées dans les quatre autres chapitres, même si elles étaient moins unilatérales.

On doit d'autant plus regretter que la théologie du ministère soit pratiquement absente du texte de Bissonnet-

te et Milot: aucun critère qui nous permette de distinguer les tâches des prêtres et des laïcs, aucun lien entre charisme et institution, aucune discussion de la pensée de Jean-Paul II sur la question concernée. De plus, on doit s'étonner de ne trouver aucune référence à des recherches déjà achevées ou en cours de la part des évêques du Québec: critères de choix des permanents laïcs, lieux de formation de ces agents nouveaux, équilibre entre bénévoles et permanents permettant d'éviter un nouveau cléralisme, âge des candidats, durée des engagements, souci spécial des femmes dans les nouveaux ministères, problèmes nouveaux de financement, etc.

S'il est vrai que le cléralisme est à l'heure actuelle le problème numéro un de notre Église, tous les moyens de changement auraient dû être explorés. En outre, il est étonnant de constater que le christianisme politiquement engagé est pratiquement absent, que le souci du tiers monde et de la mission sont également absents et que les pauvres en général sont oubliés, à la seule exception des marginaux sociaux. Dans la même veine, des dimensions entières de l'Église québécoise, qui devraient pourtant être considérées comme lieu de croissance des nouvelles vocations ministérielles, sont absentes: mouvements modernes (cursillo, Encounter, mouvements de prière, etc.) tout comme les renouveaux de l'Action catholique.

Et enfin, ce qui est grave dans une étude qui se veut foncièrement religieuse, le péché est remarquablement absent, tout se joue sur le plan sociologique. On se prend à regretter la grandeur de la théologie luthérienne, qui ne sous-estime jamais cette réalité quand elle aborde l'ecclésiologie et le ministère. Que reste-t-il alors de positif? À mon avis, la pointe du diagnostic, c'est le fait très grave que ni le Concile ni le Rapport Dumont n'ont fait évoluer la mentalité du clergé du Québec, mentalité autoritaire et fermée à la coresponsabilité laïque, conservant l'Église pyramidale préconciliaire. Même si le chapitre de Bissonnette et Milot n'aide guère la conversion, il faudrait à tout prix qu'il soit lu, discuté et éventuellement accepté.

---

---

### **Un reste bigarré**

---

---

Le deuxième tome de l'ouvrage s'intitule "*Entre le Temple et l'Exil*". Cela dit bien l'intuition des concepteurs, une intuition prise aux prophètes. Nous y trouvons quatre chapitres de synthèse.

Le premier est de Fernand Dumont et s'intitule *Crise d'une Église, crise d'une société*. Dumont est le premier, depuis le début de l'ouvrage, à nuancer l'échec. Il est le premier à montrer de la lumière et des ombres dans notre nationalisme, dans notre mouvement vers la déconfessionnalisation scolaire, dans l'évolution de notre morale collective. Le premier aussi à rappeler qu'il y a eu et qu'il y a des saints et des saintes dans notre Église. Le premier à redonner aux pauvres leur place dans notre Église, sans en faire une Église à part, ni en faire des étrangers vers qui l'Église se tourne pour leur promotion sociale.

Dans l'analyse de notre société, il est le premier, et en pratique le seul, à évaluer la Révolution tranquille et à

analyser de façon précise notre crise d'identité actuelle, au lendemain de la phase d'euphorie. À certains points de vue, je me demande même s'il ne nuance pas trop ("Le nationalisme? Il s'effiloche dans la mesure même de sa floraison d'hier". "De même, décline et se fane la symbolique de l'État québécois... l'État se ratatine de plus en plus dans ses rôles d'arbitre". "Les mouvements sociaux aussi plafonnent. Les vastes appels à la participation collective ne suscitent plus guère d'échos").

Mais je partage entièrement le jugement de Dumont sur l'état présent de notre Église:

*"Au Québec et ailleurs, la crise a réduit les croyants à une portion assez limitée du domaine des hommes. Je n'oserais pas, sans d'infinies précautions, qualifier cette aire restreinte en empruntant les mots de l'Écriture à propos du "petit reste". Car parmi ceux qui restent dans l'enceinte de l'Église, il y a une foule très bigarrée. N'en faisons pas un peuple privilégié: l'Esprit souffle où il veut, cela aussi l'Écriture le souligne. Reconnaissons plus simplement que, dans le vaste espace où des hommes croient aujourd'hui en des valeurs, haïssent l'injustice et n'oublient pas leurs propres insuffisances, la maison d'Église n'est pas méprisante. Depuis que, à peu près partout, les soutiens et les complicités du pouvoir lui ont été enlevés ou qu'elle s'en est elle-même dépouillée, l'Église devient de peine et de misère une puissance spirituelle."*

Dumont peut ensuite placer devant nous deux défis: remettre en cause concrètement notre civilisation, "qui, malgré les idéologies officielles, n'est pas faite pour l'homme", et en même temps faire "inlassablement le ménage de notre maison d'Église", moins pour en chasser la poussière que pour y accueillir les invités du festin de noces (Mt 22, 9-10), les pauvres.

---

## **Le devenir de la Parole**

---

Paul Tremblay aborde ensuite "Le devenir de la Parole en ce pays". Paul Tremblay a été pendant de nombreuses années président du Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation. C'est un de nos meilleurs connaisseurs de la question scolaire au Québec. Il nous présente ici ce qu'on pourrait appeler l'infrastructure de sa pensée de pédagogue chrétien, son idée de la transmission de la foi. On y apprendra beaucoup, sur la lutte moderne de l'image et du geste contre la parole (une perspective juste, qu'on ne rencontre que très peu souvent ici), sur les difficultés de la parole paroissiale, y compris de très bonnes réflexions sur le problème de l'autorité en liaison avec la parole.

La section que consacre Jacques Racine à la famille, comme lieu de transmission de la foi, est d'une exceptionnelle qualité. Je suis de ceux qui ne croient pas à une pastorale familiale à moins qu'elle n'aborde toute la vie familiale et non pas seulement sa dimension liturgique ou morale. On verra ici toutes les richesses que peut offrir une vraie intervention chrétienne dans la famille, et dans la famille telle que la société moderne l'a faite.

Après tout cela, on attendrait un traitement exceptionnel de la transmission de la foi par l'école. Malheureusement, cette section a été écrite avant la déclaration des évêques du Québec sur la confessionnalité et Tremblay n'a fait qu'une correction sommaire après coup. C'est dommage, car une reprise, par un homme de sa compétence, de ce qu'on peut déjà envisager pour demain dans ce domaine aurait été bien précieuse. D'autant plus que plusieurs autres chapitres déjà analysés polémiquent contre la position des évêques... avant leur déclaration!

---

## **Une société à critiquer**

---

Jacques Racine, prêtre et doyen de la faculté de théologie à l'Université Laval et le co-initiateur avec Dumont du projet tout entier, nous présente ensuite le chapitre 3, "Les chrétiens et la critique de notre société". Son souci est d'examiner l'effet en retour de la foi chrétienne d'ici sur la société d'ici. Un souci certainement valable, étant donné l'enracinement profond de la foi catholique dans le pays réel jusqu'à tout récemment. Il commence par nous expliquer que nous n'osons plus guère de critique sociale parce que nous circulons constamment entre quatre pôles: soumission-consommation, fierté-sécularisation, opposition-retour en arrière, mise en question-lutte. Ce sont là des intuitions intéressantes, mais il me semble qu'il aurait fallu les documenter davantage, par des références à des textes ou par des exemples historiques concrets.

Puis il passe aux blocages, qui sont en pratique centrés sur "une institution ecclésiale non signifiante", où nous retrouvons le bloc massif d'accusations à l'égard de l'Église pyramidale et de la résistance massive des clercs, tout comme chez Bissonnette et Milot ou chez Charron. Je cite un paragraphe significatif:

*"Celle-ci (l'Église catholique) tolère mal l'initiative des Églises locales; elle n'admet pas facilement la diversité d'approche, elle ne fait pas confiance aux niveaux inférieurs même dans les plus menus détails; elle ne croit ni à la collégialité ni à la coresponsabilité. C'est cela qui est inadmissible et qui contredit l'ensemble de son enseignement social et de ses propos sur le développement et sur la dignité de l'homme. Elle fonctionne selon un modèle statique, autoritaire. Elle est allergique à la participation, à la critique, à la recherche, au doute. Ce modèle romain finit par se répercuter dans beaucoup de nos églises locales et paroissiales. Il multiplie les petits papes à droite et à gauche; il est le fossile "vivant" de l'ordre ancien."*

La disparition chez nous du "modèle romain" est, pour Racine, la condition essentielle d'une nouvelle signification, avec l'augmentation de la qualité de l'information, la liberté d'opinion, le respect des consciences, la cohérence des comportements. Il insiste ensuite sur le ressourcement évangélique (étrangement, il est pratiquement le seul à insister sur ce point pourtant essentiel, avec Paul Tremblay), sur ce qu'il appelle un peu vaguement une "présence au coeur du monde", puis il énonce

des défis: un retour au respect de la vie, au souci de l'économie et de la redistribution des biens, de la démocratie, des droits personnels et collectifs.

---

### **Une espérance à construire**

---

Jacques Grand'Maison, le seul autre commissaire de la Commission Dumont, avec Dumont lui-même, nous offre le dernier chapitre, "*Une vocation originale pour le christianisme d'ici*". Ce chapitre est tout entier construit sur une intuition que Grand'Maison emprunte à Paul Ricoeur, à savoir que la foi vécue, libre, débouche sur une anarchie stérile ou sur le repli sur soi si elle ne va pas jusqu'à entrer en institution, jusqu'à devenir instituante. Ceci me semble être une idée tout à fait juste et d'ailleurs assez cohérente avec l'ensemble des chapitres qui précèdent, malgré que l'insistance de presque tous sur les petits groupes risque bien de ne jamais faire une "grande Église", une Église qui a des mains et qui transforme la société en profondeur.

Mais ce qui me fait le plus de difficulté est l'attitude de Grand'Maison à l'égard du passé lorsqu'il annonce "la révision des rapports entre l'institution et l'événement, en y ajoutant une médiation *qui lui manquait jusqu'ici*: l'instituant" (les italiques sont de moi). Cette attitude permet à Grand'Maison de nous présenter ce qu'il appelle un "cheminement critique et constructif" où pendant des pages il aligne toutes les institutions du passé pour les démolir, au point qu'à la fin de cette section on ne peut s'empêcher de se représenter Grand'Maison lui-même cheminant à grands pas parmi les décombres qu'il a lui-même fabriqués; heureusement qu'il ajoute quelque part que "C'est un peu beaucoup nous-mêmes que nous mettons en cause en tentant de discerner les péchés, les écrans, les passifs, les blocages de notre Église historique"! Connaissant sans doute la quantité déjà considérable de critique contenue dans les articles de ses collègues, Grand'Maison aurait sans doute pu économiser. Il faut cependant retenir que l'autoritarisme et le fixisme de l'Église préconciliaire pyramidale reparaissent ici encore, comme clés de l'échec de l'Action catholique, de la réforme liturgique, du renouveau catéchétique, des positions éthiques de l'Église, des expériences communautaires, des charismes et des ministères. C'est beaucoup. Mais cela ne doit pas détourner l'attention des prêtres québécois, même si cela ne leur donne guère de manoeuvre pour la conversion.

À ce moment, Grand'Maison se tourne vers l'Évangile et vers l'espérance totale et il nous indique des raisons d'espérer dans le fait que certains recherchent un nouvel art de vivre et une spiritualité pertinente, art de vivre et spiritualité d'un homme nouveau. Il y a là de belles pages. Mais ici, comme dans le chapitre de Pierre-André Fournier sur les jeunes, on doit constater que l'enracinement de l'espérance est très largement abstrait à la suite du saccage pratiquement complet des racines historiques. Il faut signaler que dans ces dernières pages, Grand'Maison a un mot significatif et positif sur la promotion de la femme, et de même un mot sur l'importance du tiers monde.

---

### **Quelle foi? Quelle Église?**

---

Les conclusions du livre entier s'appellent "*Quelle foi? Quelle Église?*". Elles se rattachent explicitement au Rapport Dumont. Dix ans plus tard, l'enquête faite, malgré ses limites, a permis de constater "une profonde inquiétude chez le plus grand nombre de nos interlocuteurs et, en même temps, une foi plus vive, plus libre, plus décidée", "une double crise d'espérance qui se renforçait l'une l'autre: d'une part, une perte de foi en l'avenir de ce monde, de cette société; d'autre part, un vertige devant une Église de têtes blanches, et surtout une sorte d'incertitude innommable au coeur de la conscience chrétienne elle-même". On a constaté, au coeur de la recherche, l'existence de trois types de chrétiens chez nous: ceux qui ont décroché, ceux qui sont retournés aux sources et tentent de rénover l'Église du dedans, ceux qui sont demeurés attachés à l'Église préconciliaire. Il aurait fallu ajouter une quatrième catégorie: ceux qui tentent de vivre un christianisme réinventé à partir du vécu. On avoue ensuite ne pas avoir jusqu'ici tenté de jeter de ponts entre ces familles de plus en plus isolées.

On conclut alors que "tout se passe comme si nous étions livrés à un acte de foi pour avancer". Et on ajoute paradoxalement que, dans notre Église récente comme dans notre société récente, on s'est trop peu soucié de l'expérience, de l'histoire, du savoir-faire du passé! "Ce qui nous a valu des institutions de plus en plus abstraites, anonymes, dans lesquelles bien des gens ne se retrouvent pas". Si on se reporte aux condamnations massives de tout le passé que nous retrouvons chez la presque totalité des auteurs des deux livres, il aurait peut-être fallu nuancer cette proposition!

On passe ensuite à une autre formule de synthèse: "Tout se passe comme s'il fallait renverser cette pratique dominante (qu'est l'oubli de l'histoire) pour aller désormais de l'expérience au modèle, de la vie à la politique, de la pratique chrétienne à la pastorale". À cela sans doute il faut également souscrire, mais en se rappelant que les deux tomes qui précèdent ne contiennent pratiquement aucun critère qui permette le discernement entre ce qui provient de la Parole de Dieu et ce qui vient du péché dans l'histoire et que par conséquent, à moins de trouver ces critères, on risque fort de quitter le terrain évangélique à l'occasion de l'inversion proposée!

Ensuite, pour définir vers quelle Église on croit que les Québécois de demain doivent tendre, on propose une série de passages. Ils seraient tout à fait valables si on nous avait indiqué des moyens concrets de faire le passage: d'une Église cléricale à une Église-peuple de Dieu, d'une Église de chrétienté à une Église missionnaire, d'une Église du rite à une Église de la Parole, d'une Église des normes à une Église de l'expérience humaine et spirituelle, d'une Église uniforme à une Église plurielle, d'une Église d'adaptation au monde à une Église de participation à la mutation du monde, d'une Église caution de l'ordre établi à une Église qui a un parti-pris pour les pauvres, d'une Église pourvoyeuse de services religieux à une Église-communauté responsable. Nous nous retrouvons donc très près des descriptions de l'Église primitive dans les Actes des Apôtres (Ac 2, 42-47; 4, 32-35; 5, 12-15). Ce qui nous manque le plus, c'est le chemin qui permette de passer de l'Église cléricale de 1982 à cette Église de l'an 2000.

## POUR CONTINUER LA RECHERCHE

Lors de la parution du Rapport Dumont, il y a dix ans, *Relations* avait consacré un numéro entier à l'événement (no 367, janv. 1972). Il me semble encore utile aujourd'hui. Pour ma part, j'avais offert un "mode d'emploi" destiné à rendre le rapport plus accessible aux lecteurs et plus spécialement aux groupes. Après avoir tenté de présenter les deux tomes de "Situation et avenir", je propose également ici un mode d'emploi.

J.H.

1. Il me semble qu'il faut accueillir l'ouvrage avec un **parti-pris positif**, malgré les réserves que j'ai pu faire. Les études sur notre Église sont peu nombreuses. J'ai même dû constater avec étonnement, au cours de ce travail, que personne n'a fait de thèse ni même de mémoire sur le Rapport Dumont. Ici, malgré les limites de l'entreprise, les auteurs ont bravement tenté de cerner l'ensemble de la question. Même si le ton des conclusions dépasse la modestie de la présentation au départ, ces deux tomes sont un précieux instrument de travail.

2. Ils doivent servir d'exemple et de **motivation à d'autres équipes** qui voudraient prolonger la recherche. La simple lecture attentive de l'ouvrage suggère déjà des domaines entiers de recherche.

3. Une des valeurs certaines de l'ouvrage est de se soucier du **pluralisme social et ecclésial** du Québec. En particulier, cinq milieux nous sont présentés avec beaucoup d'observations utiles. Dans l'usage communautaire du livre, on devra d'abord utiliser comme instrument de travail le chapitre correspondant au groupe réuni (jeunes, classe moyenne, ruraux, ouvriers, agents pastoraux).

4. Le deuxième tome se rattache d'assez près au Rapport Dumont pour qu'il vaille la peine de **le confronter au Rapport lui-même**. Surtout à la IIIe partie (p. 99-150), qui comprend les principes théologiques et spirituels qui guideront l'action. Le principe de l'"inversion des vertus théologiques" est aussi important dans l'étude récente que dans le rapport: notre Église rencontrera Jésus Christ si elle vit davantage la charité et le ser-

vice, éveillant une espérance, qui ravivera enfin la foi. Le principe de la concertation est aussi marqué qu'auparavant: concertation communautaire, fonctionnelle et hiérarchique.

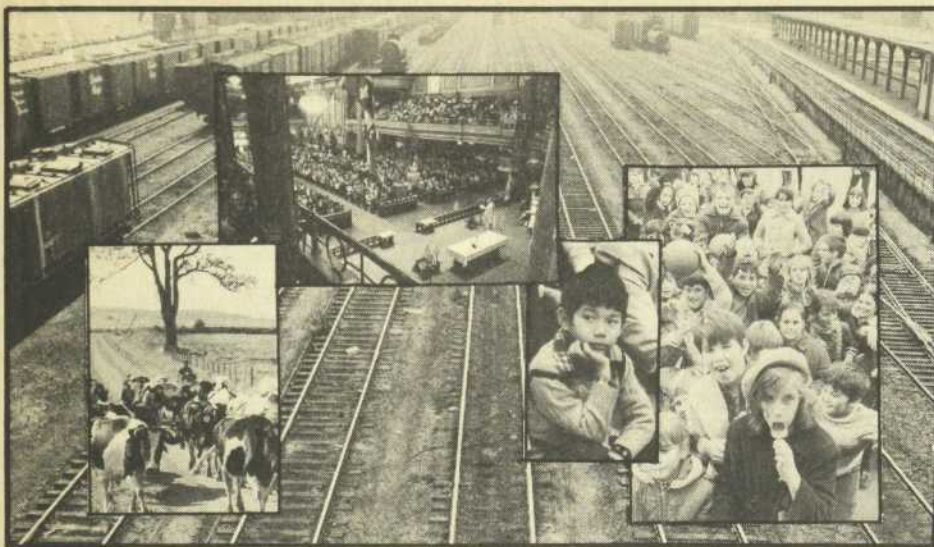
Comme je l'ai fait remarquer plus d'une fois au cours de la lecture qui précède, nous retrouvons, dix ans après le Rapport Dumont, un problème majeur dont on ne saurait en aucune façon minimiser l'importance, malgré les procès excessifs qui nuiront à l'accueil de l'ouvrage: le refus pratique de la participation laïque de la part des permanents-prêtres. Également dans le domaine de la concertation, on pourra observer — et discuter — un glissement entre la conception de la cellule d'Église dans le premier rapport et dans le deuxième: tout en affirmant de part et d'autre que nous devons passer d'une appartenance institutionnelle à une appartenance personnalisée, le premier rapport se méfiait davantage du petit groupe et le rattachait davantage à la paroisse et à la grande Église, alors que dans le deuxième le regroupement en vue du service passe souvent en arrière du regroupement pour la communication chaleureuse, la prise de parole et l'épanouissement par la coresponsabilité. Enfin, on constatera, en comparant les deux rapports, que le souci de l'engagement de l'Église et de la mission est moins marqué dans le deuxième rapport que dans le premier. Une telle confrontation permet un usage beaucoup enrichi, à mon avis, du deuxième rapport.

5. Il sera très utile à des groupes qui voudront utiliser les deux tomes de "Situation et avenir" de **se demander s'ils ont eux-mêmes accueilli le Rapport Dumont** et jusqu'à quel point. Il est très difficile de porter un jugement d'ensemble sur la "réception" du Rapport il y a dix ans.

Je constate par exemple que les évêques du Québec, après avoir reçu le rapport, ont organisé une session d'étude (Québec, 14-17 mars 1972) centrée à la fois sur le Rapport et sur les résultats du Synode romain de 1971. On avait invité 90 collaborateurs du secteur de la pastorale, pratiquement tous prêtres, et la question posée était: "Qu'exigent des agents de la pastorale le Rapport Dumont et le dernier Synode romain?" L'assemblée produisit 75 recommandations. Et il n'y eut plus d'autre activité officielle autour du Rapport. Chaque évêque emporta avec lui les recommandations, chaque agent de pastorale put étudier le rapport, quelques groupes s'y intéressèrent.

J'ai demandé à quelques témoins privilégiés leur avis sur la "réception" ou "non-réception" du Rapport. Mgr Hamelin, aujourd'hui évêque de Rouyn-Noranda et alors secrétaire de l'épiscopat du Québec, affirme qu'il y a eu un impact sérieux, visible pendant les années qui ont suivi, mais un impact par infiltration lente. Mgr Charbonneau, alors évêque de Hull et commissaire de la Commission Dumont, affirme que l'impact a été réel mais non concerté; il ajoute que ce caractère non concerté est normal, en ce qui concerne l'épiscopat. Le professeur Normand Wener, aujourd'hui directeur du département des communications à l'UQAM et alors sociologue au service de la Commission, souligne plutôt l'influence considérable qu'ont eue les sessions d'enquête et leur écho dans la presse. Il est bon de signaler ici que Wener est beaucoup plus sévère lorsqu'il évalue ce qui s'est passé dans notre Église depuis lors (on lira avec intérêt son étude "L'Église du Québec '70-'80: une décade d'espoirs déçus" dans *Nouveau Dialogue* no 35 (mai 1980, p. 3-4).

Somme toute, il me paraît inexact de parler d'échec du Rapport Du-



Une des valeurs certaines de l'ouvrage est de se soucier du pluralisme social et ecclésial.

mont, de rejet de ses recommandations. Mais il me semble qu'il n'a pas eu tout l'impact qu'il méritait, que divers milieux l'ont édulcoré, en particulier sur la gravité du cléricisme. Un expert aussi nuancé que Rémi Parent ne peut éviter de le reconnaître, et il mérite lui aussi d'être lu avec le livre de Dumont et Racine ("L'Église du Québec, une Église en mal de sujet", dans *Critère* no 31 (printemps 1981), p. 191-222). Ceci aidera à évaluer, dans chaque groupe, ce qu'on a concrètement fait du Rapport Dumont.

**6. Il sera bon qu'un groupe engagé dans l'exploration des deux tomes de "Situation et avenir" s'interroge sur son analyse sociale.** En effet, il y en a très peu dans les deux livres. Beaucoup d'observations disjointes, plusieurs intuitions, mais une sorte de pluralisme difficile à cerner. En général, les auteurs semblent accepter le statu quo avec des souhaits d'amélioration dans le fonctionnement. Ici et là, on parle de nouvelle société, mais sans préciser. Ceux dont la mémoire est tenace se rappelleront que le Rapport Dumont contenait un rapport minoritaire, du commissaire Jean-Paul Héту (dans l'édition du rapport, p. 316). Il portait en pratique sur l'absence de prise de position sur la société québécoise dans son ensemble et sur la position de l'Église par rapport à cette société. Dans l'ouvrage que nous discutons présentement, les difficultés de Héту demeurent. À chaque groupe de compenser en mettant d'abord au clair sa lecture de notre société.

**7. Si une femme ou un groupe de femmes aborde l'ouvrage, une déception profonde est inévitable.** La Commission Dumont était formée de 4 femmes et 8 hommes; ici, nous rencontrons 11 hommes et aucune femme (même si une religieuse a collaboré à la mise en route du projet) parmi les signataires. Ceci est grave. Malgré une allusion ou l'autre à une dimension féminine de la réalité, le livre est forcément très masculin et c'est une faiblesse quasi impardonnable dans une époque où un des signes les plus visibles du progrès du Royaume est la promotion des femmes dans l'Église et dans la société. Il sera tentant pour les groupes de défense de la femme de déchiquer le livre des "onze hommes". Comme mode d'emploi, je ne puis que recommander le sens de l'humour et la patience dans la reconstruction de chaque chapitre à travers un regard et une expérience sociale et ecclésiale féminines.

**8. Si vous n'êtes pas de la classe moyenne, vous aurez plus de travail à faire.** Car le livre, dans l'ensemble, est écrit du point de vue du groupe qui l'a rédigé: 1 laïc et 10 prêtres, dont 5 professeurs d'université et 4 cadres supérieurs ou diocésains. La Commission Dumont comprenait 9 laïcs et 3 prêtres, des représentants du monde de l'enseignement, du syndicalisme, de l'Action catholique, du monde des affaires, du journalisme, de la pastorale. Cette variété manque à la nouvelle équipe

et le type de foi et d'Église qui est visé est un regroupement qui répond aux aspirations et aux goûts d'une personne masculine, d'âge mûr, de race blanche et de culture québécoise francophone, ayant une formation au moins collégiale et un revenu de classe moyenne. Si vous n'entrez pas dans cette catégorie, il vous faudra patiemment faire les corrections. Mais c'est faisable et cela enrichira votre recherche.

**9. Si vous n'êtes pas un Québécois francophone, vous devrez également vous préparer à un travail assez considérable de correction:** les minorités n'ont aucune place dans l'ouvrage. Déjà le Rapport Dumont s'excusait (op. cit. p. 13) de cette carence, elle est plus sérieuse aujourd'hui, en particulier parce que le pluralisme de notre société et de notre Église ont considérablement augmenté depuis dix ans et aussi parce que la situation politique des minorités est en crise.

**10. Si vous êtes un religieux ou une religieuse, votre mode d'emploi sera également plus ardu.** Le Rapport Dumont s'intitulait nettement, selon son mandat, rapport de la "Commission d'étude sur les laïcs et l'Église", ce qui expliquait que les religieux et religieuses n'y aient que peu de place. Mais notre ouvrage entend explorer le "catholicisme québécois". Si bien qu'on voit mal pourquoi ce groupe engagé assez considérable que sont les communautés religieuses est presque totalement absent du regard des auteurs. Ici encore, le mode d'emploi est de ne pas se fâcher mais de se poser des questions. Dans la même veine, vous constaterez que la prière est presque totalement absente du livre, sauf la prière liturgique dans les sections qui concernent les agents pastoraux.

**11. Si enfin vous faites partie d'un mouvement chrétien déjà organisé, la lecture de l'ouvrage vous réserve une surprise: vous constaterez que votre existence est passée sous silence, ou parfois écartée d'un revers de main, ou citée en une ligne.** C'est le cas de mouvements aussi considérables que le Renouveau charismatique, le Cursillo, la famille des Rencontres, le Scoutisme, le Guidisme, les Cafés chrétiens, etc. Les seuls qui obtiennent des mentions positives et un peu analysées

sont les groupes chrétiens à orientation politique, même si on reconnaît par ailleurs qu'ils comptent environ 1 000 membres dans le Québec. Je recommanderais également à ces groupes de ne pas rejeter le rapport, mais de se retrouver sous la rubrique

des "petits groupes" dont la plupart des auteurs parlent avec enthousiasme et dont ils espèrent le renouveau de l'Église de demain. Il y a là une intuition juste à laquelle manque seulement un raccord pour qu'elle devienne réaliste. En effet, à ma connais-

sance, les chrétiens engagés, sur lesquels on peut compter pour une renaissance, sont déjà dans ces groupes. Et d'ailleurs il ne faut pas oublier que ce sont ces groupes qui sont les plus vraisemblables usagers du livre en question!

---

### Et pour compléter...

---

L'anniversaire de la Commission Dumont et le souci de la direction du journal *Le Devoir* de couvrir tout le champ de la vie québécoise nous ont valu l'heureuse initiative qu'a été la publication, le 8 avril courant, d'un cahier entier du journal sur "L'Église au Québec". Et il est tout à l'honneur d'un de nos journalistes religieux les plus expérimentés, Jean-Pierre Proulx, de l'avoir si bien réalisé. Les 17 collaborateurs présentent eux aussi un tableau de notre Église. Et je ne crois pas que ce soit faire injure aux auteurs de "Situation et avenir du catholicisme québécois" que de recommander à tous ceux qui voudront prolonger la recherche et passer à l'action de parcourir avec attention ce cahier, qui devrait être republié en bouquin. Ils y trouveront d'ailleurs des articles de deux auteurs du premier livre (Dumont et Milot). Ils y trouveront des exposés plus factuels, moins orientés vers des recommandations, mais souvent plus complets et plus optimistes. Il auront là des perspectives sur la

femme (Marie-Andrée Roy), sur les minorités (Léonard Crowley et Mario Paquette), sur les religieux et religieuses (Alice Mignault), sur l'oecuménisme (Claude Mestral, Roland Chagnon, Diane Lassonde, Victor Goldbloom), sur la mission à l'étranger (André LeBlanc), en plus des autres articles qui recoupent ceux du livre de Dumont-Racine. Et ils trouveront même un bon départ d'analyse sociale sous la plume de Raymond Lemieux!

La parution de ces deux documents est une invitation au travail, à la réflexion en groupe, à la concertation. Ils nous indiquent avec une précision accrue ce qui, dans le Rapport Dumont, a réussi et ce qui a échoué. Également ce qui est encore en attente et ce qui a complètement changé. À partir de ce point, on ne peut continuer la recherche spirituelle chrétienne qu'en passant à l'action, qui, plus que les livres, fait l'histoire, même si elle a besoin d'eux.



---

## UN QUÉBÉCOIS PURE LAINE

par Bernard Lafrenière

C'est peut-être le goût du patrimoine qui nous fait le mieux apprécier le frère André. Nous découvrons en lui un fils de notre terroir, devenu en quelque sorte un héros national.

Sa béatification attire l'attention de tous. D'un peu partout, des voix autorisées font l'éloge de ce frêle portier sans instruction dont on parlait souvent avec un sourire, dans plusieurs milieux. Même les étrangers découvrent notre frère André avec admiration.

Chez nous, ce sont les malades et les pauvres qui l'ont découvert en premier; ils se sont pressés à son bureau. Le lendemain de sa mort, devant l'ampleur de la foule, *La Patrie* traitait en première page qu'un million de gens lui rendraient un dernier hommage. Puis sa réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui, plus de soixante-dix mille personnes par année se procurent sa biographie. Cette seule affirmation l'établit d'emblée parmi les figures les plus populaires de notre histoire.

Les intellectuels ont eu plus de mal à l'accepter. En fait, qu'est-ce que cet homme avait de si intéressant? Les miracles? Alors, il faudrait y voir de près! Sa bonté ou sa patience? Il faudrait encore ici poser quelques questions. Son Oratoire attire toujours des foules plus nombreuses, mais peut-être faudrait-il analyser cette forme de pastorale: la prière est-elle au cœur de la foi?

Le frère André ne répond à aucune de ces questions. En les relisant, il m'arrive même d'entendre comme un rire, mi-taquin, mi-moqueur, émanant de quelques photographies anciennes du petit frère André.

Malgré un manque évident d'instruction, l'homme était fin, vif d'esprit et sensible, doué d'un excellent jugement et du sens de l'humour. Il se riait des dédales de nos logomachies: il allait droit à l'essentiel. Faisait-il, par exemple, de l'oecuménisme? Non, sans doute, mais il accueillait avec respect des Juifs, des francs-ma-

çons, des protestants, révélant à tous les merveilles de Dieu. Il n'était pas théologien, mais il a parlé de Dieu à des milliers de gens durant plus d'un demi-siècle, avec un discernement tel que quarante ans de procès ecclésiastiques n'y ont découvert aucune faille appréciable.

Ce petit frère André est bien de chez nous. Par toute sa vie, il nous révèle ce qu'il y a de meilleur dans notre héritage collectif et l'on aime citer ici le témoignage de l'un de ses amis, son voisin de chambre, le père Émile Deguire: "C'était un homme comme tout le monde. Les gens l'aimaient parce qu'il leur ressemblait." Nous pourrions dire qu'il a été guidé par Dieu et par le bon sens paysan de nos ancêtres.

Nous imaginerions mal le frère André flairant la brise à bord de la dernière croisière idéologique d'ici et de maintenant. Il s'était identifié et, ayant trouvé son port d'attache, il avait jeté l'ancre dans l'héritage

chrétien. Comme Jésus, il fut un homme de douleur, familier de la souffrance et blessé au plus intime de lui-même par toutes les misères de l'intelligence, du corps, de la famille, de la société, de l'économie, du travail. Il savait par expérience ce que signifie être malade ou perdre son emploi. Il était souvent ému jusqu'aux larmes devant la souffrance des autres et il a donc passé sa vie à écouter ses soeurs et ses frères, les aidant à dépasser leurs peines pour redécouvrir l'espérance.

Le frère André fut aussi un rassembleur. Lorsqu'étaient publiés cinq cas de guérisons, le 9 mai 1878, le peuple l'avait déjà découvert. Dans les premiers attroupements à la porterie du collège Notre-Dame, puis à la petite gare des tramways où venaient le rencontrer les malades, puis à la chapelle de bois construite en 1904, un mouvement de religion populaire s'est formé autour de lui. De bouche à oreille, on proclamait des miracles, ou signes de Dieu perçus dans la foi de la communauté des croyants ras-

semblés autour de lui. Les chefs de l'Église ont fait preuve de discernement en intervenant le moins possible.

Comme tous les grands hommes religieux, dans toute l'histoire de l'humanité, notre héros national fut aussi un homme de prière. On a même souvent dit que c'était tout ce qu'il pouvait faire. Mais il le fit tant et si bien qu'il a établi au Mont-Royal un signe visible qui relie le pèlerin à l'invisible en proclamant les merveilles de Dieu.

## UNE FEMME FÉCONDE

par Marie-Andrée Roy

Le 23 mai, Eulalie Durocher (1811-1849), femme vénérable au joli nom d'un autre siècle, a été reconnue bienheureuse par Jean-Paul II. Qui était la fondatrice des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie? Question délicate puisque la révérende mère, Marie-Rose de son nom de religion, nous a laissé peu d'écrits. Essayons toutefois de dégager, en tenant compte du contexte socio-historique, les grands traits de cette personnalité et relisons-les à la lumière des préoccupations de notre temps.

Eulalie naît entre la conquête et la rébellion des patriotes, période souvent agitée mais qui ne troublera pas outre mesure la vie de cette jeune fille issue d'une famille très aisée de Saint-Antoine sur le Richelieu. Cadette d'une famille de dix enfants, elle semble très tôt attirée par la vie religieuse. Heureuse bénédiction ou fruit de la conjoncture (?), elle se trouve participer, à l'instigation de Mgr Bourget, à ce vaste courant de fondation de communautés religieuses qui marque le Québec entre 1837 et 1866. Eulalie partage d'ailleurs un certain nombre de traits communs avec les fondatrices de son époque:

des femmes veuves ou célibataires, assez jeunes (30-50 ans), souvent frêles de santé et refusées par une communauté religieuse établie, ne prenant généralement pas l'initiative de la fondation de leur communauté mais désireuses de combler un besoin social bien identifié<sup>1</sup>.

On la décrit généralement comme ayant réussi à harmoniser dans sa vie contemplation et action. Sa spiritualité porte les teintes de son époque: contemplative de Jésus-Hostie, confiante en la Vierge Marie, Marie-Rose met de l'avant les valeurs de sacrifice et d'humilité. Elle semble vouer un grand respect aux prêtres.

Sans aller jusqu'à dire que le cadre de la communauté religieuse a pu constituer la première manifestation d'un féminisme québécois, nous pouvons déceler dans la pratique d'Eulalie Durocher un travail de précurseur pour la condition des femmes. Signalons entre autres son parti pris pour l'éducation des filles et surtout des plus défavorisées. Son travail de coordonnatrice des activités paroissiales entre 1830 et 1843 à la paroisse de son frère curé Théophile ne constitue-t-il pas une amorce à l'exercice de ministères féminins? Quand elle promeut l'établissement de *petits* couvents dans chaque paroisse, avec seulement quelques religieuses, ne vient-elle pas rappeler la mission prophétique de la communauté où chaque religieuse a un rôle important à jouer? Les soeurs de Marie-Rose Durocher portent une grande croix de laiton semblable à celle des Pères Oblats et "font au chœur la génuflexion, tout comme les pré-

tres, au lieu de s'incliner comme font les moniales"<sup>2</sup>. N'est-ce pas là un début d'affirmation de l'importance de la place des femmes dans l'Église?

Parallèlement à ces signes d'autonomie nous ne pouvons nous empêcher de constater l'importance de l'encadrement masculin dans la vie de la fondatrice. Directeurs spirituels, curés, évêques, tous interviennent chacun à sa façon. On a sans doute raison de dire que la révérende-mère a eu au cours de sa vie l'occasion de pratiquer la vertu de patience!

Les procédures pour l'introduction de la cause de béatification commencèrent en 1926. Ce long périple nous questionne à différents niveaux. Premièrement, notons le rôle de premier plan que jouent dans ces longs procès les clercs de la bureaucratie ecclésiastique. Les femmes, qui ont abattu un travail immense pour la cause, restent dans l'ombre. C'est dommage. L'importance du phénomène bureaucratique n'enlève-t-elle pas au *sensus fidelium* une part de sa responsabilité? Combien coûtent de telles entreprises? Qui a les moyens de se les payer de nos jours? La lenteur et le coût des procédures excluent-ils de la béatification ou de la canonisation des femmes et des hommes ordinaires non supportés par une communauté?

Eulalie Durocher est devenue une bienheureuse au paradis. La présence de trois mille religieuses des Saints Noms de Jésus et de Marie dans le monde d'aujourd'hui témoigne de l'extraordinaire fécondité de cette femme.

1. Nous nous référons ici au texte très intéressant de Bernard Denault, "Sociographie générale des communautés religieuses au Québec (1837-1970)", dans *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal, P.U.M., 1975, p. 103-104.

2. Jacqueline Beaudet, *Marie-Rose Durocher, Esquisse 1811-1849*, Montréal, Ed. Bellarmin, 1981, p. 20.

# CRISE BUDGÉTAIRE ET CRISE ÉCONOMIQUE = CRISE SOCIALE?

par Irénée Desrochers

Entre le Sommet économique, qui s'est tenu à Québec au début d'avril, et le dépôt du Budget à l'Assemblée nationale vers la fin de mai, une bonne partie du débat entre les grands partenaires sociaux aura porté sur la façon d'éponger le déficit budgétaire supplémentaire de plus de 700 millions de dollars, le fameux "trou" occasionné surtout par une réduction substantielle des paiements de transfert fédéraux pour l'année 1982. Pour le Président du Conseil du Trésor et les partisans de la "ligne dure", il n'y aurait pour le gouvernement qu'une solution possible: "rouvrir" la convention collective liant l'État à ses employés des secteurs public et para-public pour "geler" les salaires.

Plusieurs questions se posent face à ce plan d'action. Cette solution est-elle bien la seule possible? ou bien est-il plus réaliste de concevoir un ensemble de mesures budgétaires, fiscales et financières qui permettrait d'en arriver au même résultat? La solution du gouvernement est-elle équitable? ou bien fait-elle porter sur un seul secteur de la population le poids d'une crise budgétaire dont il n'est pas seul responsable? Enfin, le plan Bérubé est-il politiquement sage? ou risque-t-il de déclencher une "crise sociale" qui finirait par rendre encore plus graves et plus dommageables la crise économique et la crise budgétaire auxquelles nous devons déjà faire face?

En répondant à ces questions, il importe de tenir compte des deux plans concrets de relance économique élaborés par le gouvernement d'une part, par la FTQ et l'Alliance des professeurs de l'autre: la deuxième phase de l'Opération de solidarité économique (OSE-II) et le projet syndical de promotion de la construction domiciliaire.

Au "Sommet économique" du début d'avril à Québec, certains ministres ont affirmé ou laissé entendre qu'il n'y avait, à la crise budgétaire du gouvernement du Québec, qu'une seule solution: le gel des augmentations de salaires dans les secteurs public et para-public. C'est en tout cas l'impression qui s'est dégagée de plusieurs reportages dans les médias.

Était-ce là vraiment la position du gouvernement, ou fallait-il y voir plutôt une simple tactique de négociation, consistant à lancer durement le débat dès le début, quitte à manifester plus tard beaucoup plus de souplesse? Dans les circonstances exceptionnelles que traverse le Québec en ce moment, pareille tactique n'avait rien de trop habile et ne méritait pas d'être prise trop au sérieux. Car les syndicats sont loin d'être naïfs et, quand ils arrivent à réfuter sur un point ou l'autre l'argumentation de l'État-employeur, ils se trouvent à lui faire perdre de son prestige aux yeux d'un public suffisamment critique. Ne l'oublions pas, ces pré-négociations conduites au Sommet lui-même et les négociations qui s'amorcent maintenant se sont faites et se font pour l'essentiel comme dans une cage de verre, devant le grand public.

Et ce public n'est pas aussi facile à convaincre que semble le croire le gouvernement. Pour une bonne raison d'ailleurs; qu'ils soient contribuables ou bénéficiaires des programmes gouvernemen-

taux, victimes des coupures (comme les assistés sociaux et les chômeurs) ou solidaires de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, les citoyens se savent et se sentent partie à ces négociations, directement concernés et vitalement impliqués même s'ils n'occupent pas le centre de l'arène.

Lundi, le 5 avril, dans son exposé à l'ouverture du Sommet, le Premier ministre a énuméré trois possibilités, pour aussitôt en éliminer deux et nous laisser devant une seule solution, éveillant ainsi l'impression que cette dernière était inéluctable. "Il reste trois choix possibles" pour boucher le trou de 725 millions de dollars dans les finances publiques: couper les services dans le vif pour réduire encore plus les dépenses du gouvernement, hausser les impôts et les taxes, ou geler la rémunération dans les secteurs public et para-public.

Mais après avoir répété qu'il reste trois choix, Monsieur Lévesque a glissé tout de même quelques mots très importants: trois choix "ou une combinaison des trois". Cette hypothèse cependant, la combinaison de plusieurs éléments, est un terrain sur lequel il ne s'est pas aventuré; cela exigerait en effet pas mal plus d'horizon, de nuances et de "transparence".

Le lendemain, mardi, les observations et les suggestions faites par les syndicats ont forcé le Ministre des Finances à

admettre, comme sur la pointe des pieds, qu'il y avait là "quelques parties d'éléments susceptibles de soulager le fameux trou" dans les revenus du gouvernement! On peut tout de même déduire de cette jolie formule qu'il reste possible de s'orienter vers l'addition de plusieurs éléments, au lieu de se braquer sur des soustractions qui nous conduiraient au goulot d'étranglement d'une solution supposément unique.

Le Président du Conseil du Trésor, M. Yves Bérubé, a eu beau jouer l'avocat du diable en opposant des objections rapides à pratiquement toute autre solution que le gel des salaires, on ne saurait perdre de vue la porte entrebâillée par M. Parizeau.

En fait, il est très difficile, sinon impossible, de reconnaître une logique parfaitement cohérente à l'ensemble des interventions des porte-parole du gouvernement. Le discours du gouvernement, pris en bloc, a comporté trop d'ambiguïté. Le public conscient soupçonne qu'il doit y avoir moyen de combiner diverses mesures sensées qui, les unes avec les autres, pourraient constituer une alternative à la position rigide de M. Bérubé.

Au cours de cet exercice de relations publiques que fut le Sommet (largement couvert par la télévision de Radio-Québec et les autres médias d'information), le gouvernement a choisi cette approche

"dure", dans le but, semble-t-il, de rassurer le public sur sa fermeté devant la gravité de la situation. Il n'est pas si sûr qu'il ait réussi.

Malheureusement, il semble bien que la tactique "dure" adoptée depuis par le négociateur en chef du gouvernement, M. Lucien Bouchard, les 15 et 21 avril, en présence de M. Bérubé, ne soit guère plus rassurante pour le public averti, critique et exigeant. Cette approche sent trop la simplification pour être vraiment convaincante.

---

### "Couper dans le vif"?

---

Parmi les possibilités évoquées en théorie, il y en a une, semble-t-il, qu'on peut mettre de côté assez rapidement. En tout cas, les parties qui ont à négocier s'entendent assez bien là-dessus. Le gouvernement affirme que, les "compressions" ayant déjà été effectuées, continuer de restreindre les dépenses équivaldrait à "couper dans le vif" en supprimant des programmes entiers. Mais il faut absolument éviter, dit-il, de supprimer un éventail important de programmes parce que cela pénaliserait les plus petits et les plus démunis. Là-dessus, les syndiqués et les représentants des associations de consommateurs sont bien d'accord.

Mais ensuite, le gouvernement voudrait également écarter toute possibilité de régler la crise budgétaire, dans l'immédiat, en prenant deux autres voies, celles de l'emprunt et celle des impôts et des taxes. Si l'on accepte pourtant de chercher une solution dans la direction d'une combinaison de plusieurs éléments à additionner les uns aux autres, ce sont justement deux voies qu'il faut réexaminer.

---

### Des emprunts?

---

À l'ouverture du Sommet, M. Lévesque affirmait: "Emprunter davantage et puis augmenter le déficit, ça, c'est absolument exclu!"

Une rigidité aussi absolue est-elle vraiment de mise à cet égard? On est "à peu près" à la limite, disait le Premier ministre. À peu près.

Les syndiqués ont pris plaisir à rappeler, tel que rapporté par *Le Devoir* du 14 janvier 1982, le jugement de l'économiste Pierre Fortin: "Le problème central ne réside pas dans la dimension actuelle du déficit budgétaire. Un tel déficit est économiquement acceptable et financièrement soutenable. La difficulté vient plutôt de sa progression explosive." Voilà matière à réflexion quand on veut ne s'intéresser qu'à l'immédiat.



"On ne peut plus tellement trouver de mesures simples, uniques."

Le problème posé par la capacité d'emprunt du gouvernement est, en effet, une occasion de réfléchir sur le problème de l'épargne des Québécois.

On considère d'abord que le gouvernement pourra compter, car il y emprunte, sur une augmentation respectable, cette année, du fonds des régimes de retraite de ses propres employés. Ça peut aider le gouvernement à reprendre son souffle.

Mais la crise budgétaire est l'occasion d'un éveil de la conscience sociale. C'est l'occasion de nous interroger, nous qui avons vécu au delà de nos moyens réels: nous avons mal équilibré notre consommation publique et notre consommation privée, et en outre, nous avons mal réparti nos avoirs entre notre consommation globale et notre épargne. Si le gouvernement passe par une crise morale, c'est que la société québécoise elle-même passe par une crise morale.

Il faut saisir l'occasion que nous offre la crise des finances publiques, pour encourager les initiatives proposées par les syndiqués, dans le but de relancer la construction domiciliaire. Ce projet se réaliserait, entre autres, par le biais d'un vaste plan d'épargne auquel contribueraient sérieusement les travailleurs. Il faut chercher au plus tôt à l'étudier pour en mettre au point les modalités. "L'imagination" des Québécois aura été stimulée. Cette proposition syndicale pourrait faire que le gouvernement aurait moins besoin d'emprunter à l'extérieur.

Enfin, c'est aussi l'occasion de réfléchir plus sérieusement sur l'orientation que prend l'investissement d'une tranche très importante de l'épargne des Québécois. Il s'agit de la canalisation des épargnes des travailleurs qui sont versées aux compagnies privées dans des fonds de retraite et d'assurance. Il y a là plusieurs milliards qui sont administrés par l'industrie privée.

Cet argent, disent les syndiqués, c'est le nôtre, puisqu'il s'agit de salaire différé. Il pourrait servir davantage les intérêts du Québec. Cela exigerait l'utilisation, aux fins de développer le Québec, de ces sommes colossales qui demeurent hors de l'emprise de la Caisse de dépôts et de placement, cet instrument que la société québécoise a voulu mettre dans les mains de son gouvernement pour qu'il s'en serve comme d'un levier pour mieux développer l'économie du Québec.

Ces milliards qui appartiennent aux travailleurs, les compagnies privées qui les administrent ne les investissent pas nécessairement au Québec et, même si elles y en investissent une part, elles ne le font pas nécessairement dans les secteurs que le gouvernement du Québec, chargé d'une planification d'ensemble, jugerait prioritaires.

En tout cas, la réorientation de ces épargnes vers la Caisse de dépôts et de placement ferait que le gouvernement aurait encore moins à emprunter à l'extérieur. Dans ces conditions, on peut plus difficilement soutenir que la difficulté

**Le président de l'Association canadienne des détaillants déclarait récemment que les commerçants qui s'adressent à une clientèle aux revenus assez élevés ou très élevés (*upper-middle and high income earners*) n'ont vraiment pas trop à se plaindre de la présente récession: "la demande tend à se maintenir". (*The Globe and Mail*, 6 mai 1982)**

**Voudra-t-on nous faire croire que si on hausse les taxes sur les produits de luxe que seuls les riches peuvent se permettre en ce temps de crise, on va nuire à l'investissement de capitaux pour la relance économique?**

qu'a le gouvernement du Québec d'emprunter autant à l'extérieur sans mettre en danger sa cote de crédit dépend des syndicats, et que la crise budgétaire qui se rattache à cette obligation d'emprunter en dépend aussi.

Une meilleure utilisation de ces fonds dans le plus grand intérêt du Québec supposerait une décision politique plus ferme de la part de la société québécoise. Il convient donc de hâter la législation nécessaire à cette réorientation historique et d'établir concurremment un contrôle encore plus démocratique sur le fonctionnement de la Caisse de dépôts et de placement.

## Plus de recettes fiscales?

Hausser les taxes et les impôts, c'est dans le contexte actuel, disait M. Lévesque à l'ouverture du Sommet, "la dernière chose à laquelle il faudrait penser".

Justement, dans une pareille crise budgétaire, est-ce qu'il ne faut pas s'interroger à ce sujet? On aura beau nous répéter que la marge de manoeuvre "raisonnable" est ici forcément assez mince, il faut tout de même, s'il y en a une, la chercher.

**1)** Le Premier ministre nous dit que "tout compris, en moyenne, nos charges fiscales au Québec sont dans l'ensemble de 13% plus élevées qu'en Ontario". Souvenons-nous d'abord que le choix de société qu'ont fait les Québécois entraîne comme conséquence que des services généreux, dans les circonstances historiques particulières au Québec, occasionnent nécessairement un coût plus élevé que n'en exigeraient des services moindres. Ensuite, si nos charges fiscales sont en moyenne de 13% plus élevées qu'en Ontario, cette *moyenne* laisse peut-être un peu de jeu quelque

part. Le magicien Parizeau pourra bien, à cet effet, examiner les interstices.

**2)** Lors de la conclusion des travaux du Sommet, M. Lévesque ajoutait: "Les sacrifices devront être partagés, ça, on l'a bien compris".

Cela signifie donc que *tous* auront à faire leur part, proportionnellement, autant dans le secteur privé que dans le secteur public. C'est une exigence de l'équité. Il n'est pas juste que des gens du secteur privé s'esquivent en essayant de masquer la défense de leurs intérêts derrière des généralisations simplistes. Tous ne sont pas dans le même cas. M. Lévesque l'admettait dans son exposé initial, nous sommes entrés dans une crise "dont une minorité réussit quand même, il faut le dire, à retirer des avantages".

Alors, si dans les secteurs public et para-public le gouvernement demande à des employés qui eux aussi paient des impôts, d'accepter un gel complet des augmentations de salaires (prévues dans un contrat collectif déjà signé) à partir d'un niveau de salaire de 37 089 dollars et plus, pourquoi supposer qu'il ne pourrait pas demander un sacrifice équivalent aux gens qui gagnent tout autant dans le secteur privé (au moyen d'un impôt particulier de temps de crise, par exemple)?

Les syndicats ont soutenu qu'on pourrait accroître les revenus du gouvernement en taxant davantage ceux qui profitent de la crise. Le gouvernement n'a pas encore vraiment répondu à cet argument.

**3)** Une réforme fiscale qui va dans le sens d'une plus grande équité soulève le problème de la taxation sur le luxe. Le Québec n'est pas en période de prospérité, mais au milieu d'une crise très sérieuse.

Le Premier ministre, dans une interview accordée juste avant le Sommet, faisait la remarque suivante: "on est une société qui s'est mise à dépenser en sortant de la Guerre: Acapulco, Old Orchard, la grosse minoune..." Nous vivons dans une société "chromée".

On qualifie les fonctionnaires de "privilegiés"; ils jouissent de privilèges, dit-on, que les moins bien nantis du secteur privé doivent payer de leurs impôts. Sous le couvert d'une part de vérité, on laisse entendre que dans le secteur privé il n'y aurait pas de "privilegiés", de mieux nantis, à côté de citoyens moins favorisés!

On comprend alors le scepticisme des syndiqués quand on leur affirme qu'il n'y a *absolument pas* de nouveaux revenus que l'État puisse aller chercher. M. Parizeau nous dit que le Roi est nu, mais cela ne veut pas dire que tous les gens du secteur privé vivant de revenus de placement, ou tous les professionnels, sont dans le même état de dénuement. S'il faut des sacrifices supplémentaires dans le secteur public, il en faut aussi dans certains coins du secteur privé. Proportionnellement.

En ce moment, le joaillier Birks annonce à la télévision des parures de diamants à 495 dollars ou à 395 dollars (vous n'avez qu'à choisir!); sans aucun doute, ces bijoux-là s'achètent. Voudra-t-on nous faire croire que si on hausse les taxes sur les produits de luxe que seuls les riches peuvent se permettre en ce temps de crise, on va nuire à l'investissement de capitaux pour la relance économique?

Certains éditorialistes ferment cette porte à la légère. Ils se hâtent d'affirmer que la somme globale recueillie par des taxes sur le luxe serait "ridicule", "sans commune mesure avec l'objectif recherché".

Les syndiqués n'ont jamais prétendu que ces seules taxes seraient l'unique ressource suffisante à boucher le trou de 725 millions. D'ailleurs, ce n'est pas d'abord ni uniquement une question de mathématiques. Dans notre société, où les simples symboles ont déjà leur importance, c'est une question de climat social général et d'équité. Tous doivent verser leur part, proportionnellement à leur capacité de payer.

C'est pourquoi les députés reconsidèrent leurs émoluments. Quant aux médecins qui décrochent déjà, paraît-il (*The Gazette*, 28 avril 1982), un revenu personnel moyen, après avoir payé leurs dépenses professionnelles et administratives mais avant leurs impôts, de 43 911 dollars et qui veulent le hausser à 71 947 dollars, quand le gouvernement exige de ses employés syndiqués un gel total à partir de 37 089 dollars, ils ont encore des réponses à fournir aux citoyens du Québec.

**4)** Enfin, il faut prendre en considération la rentrée de nouvelles recettes fiscales, dues non pas à une hausse des taux d'imposition, mais au fait qu'il y aurait une relance économique, moins de chômage des équipements et moins de travailleurs en chômage. Les retours ou retombées en recettes fiscales sont l'un des aspects positifs de la stimulation économique dont on s'occuperait. Plus d'emplois veut dire plus de revenus, et plus de revenus veut dire plus de recettes fiscales. C'est l'une des bases rationnelles

les du Plan OSE-II présenté par le gouvernement et du plan des syndicats pour la relance de la construction domiciliaire. De même que parmi les quatre causes expliquant, au dire du Premier ministre, que les revenus du gouvernement sont à la baisse, il y a les effets de la crise, de même une relance économique aurait pour effet que les revenus du gouvernement seraient à la hausse. C'est pour cela que M. Parizeau privilégie une marge de manoeuvre de 100 millions pour ce Plan OSE-II.

En conclusion, on peut dire que la preuve n'a pas été faite que les impôts ne peuvent absolument pas contribuer à combler le trou de 725 millions. Le Ministre des Finances, dans une interview qui précédait de sept semaines environ le Sommet économique, réfléchissait tout haut:

"Je ne peux éviter d'étudier sérieusement une augmentation d'impôts. Il va falloir toutes sortes de dosages compliqués, extrêmement compliqués, une fois qu'on aura établi nos besoins, si on arrive à cette décision d'augmenter les impôts. On ne peut plus tellement trouver de mesures simples, uniques."

(Le Devoir, 16 février 1982)

On n'en attend pas moins de la part du magicien Parizeau.

Il ajoutait en toute logique: "Nous sommes collectivement devant une énorme rage de dents, aux conséquences sociales épouvantables". La société québécoise dans son ensemble a en effet mal aux dents; pas seulement le secteur public. Il n'y aura pas d'équité, ni de paix sociale, à moins de prendre en considération et de mettre à contribution l'ensemble du Québec.

## Compter sur nos propres moyens

Il y a bien des facteurs qui ne dépendent pas du Québec lui-même, c'est entendu; mais, disait M. Lévesque à l'ouverture du Sommet, "il n'est pas vrai que le Québec est condamné à l'impuissance". Seulement, ajoutait-il: "il faut compter sur nos propres moyens". On retrouve le même ton dans la déclaration des syndicats à l'occasion du Premier Mai: "Il existe des solutions à la crise et nous savons qu'ensemble il y a moyen de s'en sortir."

**1) OSE-II, un plan du gouvernement** — Le Ministre d'État au développement économique, M. Bernard Landry, a donc proposé le lancement d'un programme de 100 millions: c'est OSE-II (Opération solidarité économique (deuxième phase)). Il

est centré, entre autres, sur des programmes de création d'emplois; une aide à l'innovation-recherche; l'exportation; la promotion touristique; un "plan d'urgence" pour garantir des prêts aux PME en difficulté; un volet de subventions aux acheteurs de logements neufs sous la forme d'une réduction d'intérêts hypothécaires. Quitte à attacher à la queue de ce train de mesures la promotion auprès de l'entreprise privée d'une politique de l'achat "chez nous" (l'achat de biens et services québécois).

Tout cela rejoint la racine du problème économique du Québec: la structure industrielle du Québec. Il faut, même dans l'immédiat, éviter au maximum le "patchage" sans lendemain pour s'attaquer plutôt aux "vrais problèmes" économiques du Québec.

La restructuration de notre économie exige une stratégie industrielle qui soit québécoise, qui soit *notre propre* stratégie. Pour contrer le chômage et développer la croissance, il faut finir par voir que cela implique un renforcement du contrôle démocratique et suppose plus de planification de la part des grands partenaires de la société québécoise. Le futur "Conseil économique et social" du Québec en serait un des hauts lieux.

250 ou 300 millions. Il fait donc valoir que ce coût, au lieu de régler l'impasse budgétaire, ne ferait que l'aggraver de 50 à 100 millions!

Les travailleurs, selon la FTQ, sont prêts à faire leur part en prêtant à ce fonds environ 200 millions. Ce pourrait même être à un taux d'intérêt réduit, dit M. Laberge.

Selon l'Alliance des professeurs, les 300 000 employés des secteurs public et para-public pourraient prêter de 200 à 300 millions et le Mouvement Desjardins contribuer pour un autre 300 millions à cette Caisse spéciale de placement. Les intérêts hypothécaires pourraient se situer autour de 13% seulement, correspondant ainsi au taux de l'inflation augmenté des frais d'administration.

En conclusion, on peut dire de cette proposition syndicale que son bilan économique positif et son bilan social favorable sont tels que les participants devraient pouvoir négocier tous ensemble la répartition du coût de ce plan de taux d'intérêt privilégiés et répondre finalement à l'objection du Président du Conseil du Trésor inquiet de son impact sur l'impasse budgétaire. D'ailleurs, si l'objection de M. Bérubé valait de façon absolue contre le plan des syndicats, elle vaudrait

**Le Premier ministre du Québec a rappelé avec raison les bases de la confiance que nous pouvons entretenir et faire croître: la dimension de nos ressources naturelles et notre main-d'oeuvre mieux préparée qu'autrefois. Il est frappant de constater que ceux surtout qui sont au bas de l'échelle sociale gardent l'espoir et y appuient leur opposition à tout fatalisme.**

**2) Construction domiciliaire, un plan des syndicats** — Les syndicats ont présenté leur propre plan: créer un fonds d'investissement pour la construction domiciliaire, en partant de contributions des travailleurs eux-mêmes.

Le Ministre des Finances s'est mis à faire quelques calculs rapides: environ 66 000 mises en chantier; environ 85 000 nouveaux emplois directs et indirects; une croissance annuelle d'environ 3% de notre Produit intérieur brut; un peu plus de 200 millions au gouvernement du Québec en nouvelles recettes fiscales (même en tenant compte de la diminution de certains transferts fédéraux à cause de l'accroissement de ces recettes).

Mais il faudrait aguicher les acheteurs éventuels avec des taux hypothécaires plus faibles que le taux en vigueur, disons de 4% plus bas. Le ministre Bérubé fait des calculs à son tour: un plan de subventions, pendant deux ans, coûterait environ

également, le même principe étant en cause, contre le plan OSE-II de son propre gouvernement. Y aurait-il contradiction entre M. Bérubé et M. Landry?

## Trois crises au lieu de deux?

Comme le disait le président du Mouvement Desjardins à la veille du Sommet: il nous faut nous placer dans une vision globale d'un Québec à construire; il y a encore trop d'égoïsme collectif au sein de

**Suite à la page 175**

# LES MALOUINES

## ET LE CONTRÔLE DE L'ATLANTIQUE SUD

par Gustavo Dans

Par-delà les revendications conflictuelles de l'Argentine et de l'Angleterre sur la "souveraineté" des Îles Malouines, et l'affrontement armé auquel elles ont abouti, c'est tout l'équilibre diplomatique et le jeu des alliances internationales en Amérique latine qui se trouvent profondément bouleversés. En se rangeant finalement du côté de la Grande-Bretagne, les États-Unis ont gravement entamé leur crédibilité face à leurs partenaires de l'hémisphère sud. Gustavo Dans, directeur de l'Agence latino-américaine d'information (ALAI), explique ci-dessous l'évolution récente des relations entre Buenos Aires et Washington et suggère du même coup certaines causes moins connues de l'intervention argentine, comme certaines de ses suites possibles.

En décrétant l'occupation militaire des Îles Malouines, le 2 avril, le gouvernement argentin provoquait un incident international dont la première victime allait être l'administration républicaine du président Ronald Reagan.

Mais ne nous y trompons pas: ce coup de force n'avait rien d'insensé et encore moins d'improvisé. Il visait essentiellement à restaurer le prestige des forces armées argentines et à leur permettre de se tirer sans trop de mal d'un double guêpier: une crise interne liée à la situation de l'économie et à ses répercussions sur le bien-être de la population<sup>1</sup>, une crise extérieure, fonction du contexte politique de la région du Cône Sud et de l'état des relations diplomatiques entre l'Argentine et les États-Unis.

### Faire assaut d'anticommunisme

La course au leadership en Amérique du Sud, que se livrent le Brésil et l'Argentine, a été largement dominée par le Brésil depuis les années '60. La stagnation de l'écono-

mie argentine (un phénomène quasi permanent depuis les années '30) et l'absence à Buenos Aires d'une politique nationale et d'une politique étrangère appliquées avec cohérence et de façon durable, ont placé les régimes militaires qui se sont succédés au pouvoir au cours des dernières décennies dans une situation de faiblesse indiscutable face à leurs rivaux brésiliens.

Depuis 1976, cependant, Buenos Aires a utilisé tous les moyens à sa portée pour rétablir son influence sur le Sud du continent. C'est dans ce but, par exemple, qu'on a résolu d'investir lourdement dans le développement de l'industrie militaire. D'autre part, on a appliqué de façon rigoureuse et, pour ainsi dire, exemplaire les principes de la sécurité nationale: ceci devait permettre à l'Argentine de prendre la tête de la lutte au communisme en Amérique latine, et l'amener du même coup à redéfinir ses relations avec les États-Unis.

L'industrie militaire argentine a connu une croissance constante ces dernières années. En 1979, on commençait de vendre et d'exporter des armes à des pays comme le Pakistan et la Chine. Deux ans plus tard, on mettait à l'étude un plan de développement du complexe militaire-industriel de l'Argentine, avec des projets de construction pour trois vastes unités de production.

L'anticommunisme des militaires argentins n'a pas tar-

1. La presse internationale a, ces jours-ci, couvert en long et en large la situation intérieure de l'Argentine et fait connaître les symptômes les plus voyants de la crise. Ce fait nous dispense d'insister ici sur cet aspect du problème. Il faudrait néanmoins remarquer, en contrepartie, que la Grande-Bretagne se trouve, elle aussi, affrontée à de graves difficultés économiques — ce que les médias ont eu tendance à passer sous silence. Le quotidien français *Le Monde* en a pourtant signalé un indice: le navire-amiral de la flotte britannique a déjà été vendu à l'Australie, la flotte a pris la mer à partir d'une base navale menacée de fermeture, et la majorité des marins qui se sont embarqués à destination des Malouines risquent de se retrouver chômeurs à leur retour dans les Îles Britanniques.

2. Après plusieurs essais pour restaurer l'ordre démocratique, des élections à la présidence se tenaient en Bolivie, le 29 juin 1980. Au terme du dépouillement du scrutin, le candidat de

l'Union démocratique et populaire (centre-gauche) précédait largement celui du Mouvement nationaliste révolutionnaire (droite), mais sans atteindre la majorité absolue. Les élections devaient donc être sanctionnées par une session conjointe du Congrès, le 4 août. Dans l'intervalle, cependant, le nouveau chef de l'État-major de l'Armée, le Major général Luis García Meza Tejada prenait la tête d'un coup d'État qui renversait la présidente intérimaire et mettait de côté les résultats du scrutin. Une junte militaire s'installa au pouvoir; elle fit arrêter et torturer les chefs des partis politiques et des syndicats. Tous les professeurs d'université et les magistrats se virent "congediés", et la loi martiale fut promulguée. Plusieurs pays (dont les États-Unis et les pays membres du Pacte andin) devaient rompre leurs relations diplomatiques avec le nouveau régime, tandis que l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, Taiwan, Israël et l'Afrique du Sud le reconnaissaient presque aussitôt. Le Département d'État des États-Unis fit savoir que certains des nouveaux dirigeants boliviens étaient reliés au trafic de la cocaïne.

dé à faire ses preuves outre-frontières. Les premiers à en souffrir furent les partis démocratiques de l'opposition bolivienne: des officiers des services de sécurité argentins ont participé au coup d'État sanglant du 17 juillet 1980<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, le gouvernement argentin collabore avec les régimes militaires du Salvador et du Guatemala, et il encourage toutes sortes d'actions visant à éliminer ou à contenir par la violence les forces d'opposition, en d'autres pays d'Amérique latine<sup>3</sup>. Dans ce contexte, il n'est pas peu surprenant que le principal partenaire commercial de l'Argentine soit présentement l'Union soviétique...

L'arrivée de Ronald Reagan à la Maison blanche devait multiplier les espoirs des militaires argentins; ils se mirent à échafauder des plans en vue d'un accord stratégique avec les États-Unis.

### Les relations américano-argentines

Les années de l'administration Carter furent sans doute celles qui marquèrent le niveau le plus bas dans les rapports entre l'Argentine et les États-Unis depuis la Deuxième Guerre Mondiale. On peut trouver trois causes à cette détérioration des relations diplomatiques entre les deux pays: 1) la politique des droits humains du président Carter, 2) le refus du gouvernement argentin de respecter les normes internationales en matière de non prolifération nucléaire, 3) l'augmentation rapide des ventes de céréales de l'Argentine à l'Union soviétique.

Dans les premiers mois de 1977, les États-Unis annonçaient qu'ils réduiraient leur aide militaire à destination des pays qui se rendraient coupables de violation des droits de la personne: c'était l'application de "l'amendement Kennedy" qui posait des conditions précises à l'octroi de programmes d'aide militaire ou d'assistance économique et à l'accès aux crédits internationaux. Parmi les nombreux régimes susceptibles de subir les sanctions américaines, celui de l'Argentine s'imposait à l'attention, puisque les militaires venaient de renverser le pouvoir constitutionnel, le 26 mars 1976, et de déclencher une répression impitoyable contre leurs opposants.

La politique de développement nucléaire de l'Argentine fut également un sérieux motif de friction entre les deux pays, ce qui lui valut d'être exclue de la liste des pays autorisés à faire l'acquisition aux États-Unis d'équipement et de technologie nucléaires: c'est ce qui devait

3. *Dial* no 768.

4. De 1977 à 1979, l'Argentine a multiplié par quatre le volume de ses ventes de blé et de maïs à l'Union soviétique. En 1979, ces ventes atteignaient 1,9 million de tonnes, soit 11% du total des exportations argentines de céréales. En 1980, les ventes à l'Union soviétique représentaient 52% des exportations céréalières de l'Argentine (7,5 millions de tonnes). En 1981, on arrive à plus de 12 millions de tonnes de céréales (80% des céréales exportées par l'Argentine), en même temps qu'on signe un accord quinquennal pour la vente de 60 000 à 100 000 tonnes de viande à l'Union soviétique. Une entente signée en 1974 assurait déjà à l'Argentine la livraison de 14 turbines hydroélectriques de fabrication soviétique pour le barrage de Salto Grande (un énorme projet développé conjointement par l'Uruguay et l'Argentine).

### LE CLIMAT POLITIQUE INTÉRIEUR

L'occupation des Malouines par les forces armées argentines a débuté le 2 avril. Le 26 mars, dans la petite ville de Parana (40 000 habitants), plus de 6000 personnes descendaient dans la rue pour manifester contre le chômage et l'inflation. Quatre jours plus tard, la Confédération générale des travailleurs (CGT), quoique déclarée illégale et condamnée à la clandestinité, organisait de grandes manifestations ouvrières dans cinq villes importantes (Buenos Aires, Cordoba, Mendoza, Rosario et Tucuman). Le cri de ralliement: Paz, Pan y Trabajo! Au même moment, les cinq grands partis d'opposition, dont le Mouvement péroniste, décidaient de mobiliser le peuple contre la politique économique de la junte militaire et pour le rétablissement de la démocratie.

Après l'occupation des Malouines, le peuple revient dans la rue. Il appuie, certes, la revendication nationale de souveraineté sur l'Archipel, mais il n'a pas renoncé à ses exigences. Les Mères de la Plaza de Mayo, à leur manifestation hebdomadaire du jeudi, ont pris comme slogan: "Les Malouines sont argentines, mais les disparus aussi!" Le 21 avril, l'ancien président Mario Campora, leader péroniste, rappelait les quatre points névralgiques de la crise sociale argentine: la lutte contre la crise économique, la restauration de la démocratie, le retour des exilés politiques, la solution du problème des disparus.

Il serait simpliste de penser que le conflit avec l'Angleterre aura suffi à rallier le peuple argentin derrière les généraux: on ne renonce pas à la démocratie pour s'opposer au "colonialisme britannique".

amener les Argentins à "magasiner" leurs réacteurs nucléaires du côté du Canada et d'autres pays occidentaux industrialisés.

Enfin l'accroissement soutenu des échanges commerciaux avec l'Union soviétique<sup>4</sup> et le refus du gouvernement argentin de respecter l'embargo imposé par Washington, en janvier 1980, en réponse à l'intervention soviétique en Afghanistan, achevèrent de crispier les relations entre les États-Unis et l'Argentine.

Avec l'arrivée à Washington des Républicains de Ronald Reagan, la situation devait se redresser peu à peu. Au début de 1981, le Département d'État envoyait quelques signaux de bonne volonté au gouvernement de Buenos Aires, en déplorant le caractère "anormal" des relations entre les deux pays. Ceci devait amener, en un court espace de temps, un échange de visites officielles: le général Viola (alors président désigné par la junte) et le général Galtieri (l'actuel président) se rendirent à Washington. Les consultations se multiplièrent entre de

En 1981, une trentaine de techniciens soviétiques préparaient une étude de faisabilité pour la construction d'un barrage sur le moyen Parana et pour la vente de turbines destinées au complexe hydroélectrique de Yacireta (un projet conjoint de l'Argentine et du Paraguay). L'URSS a fourni des armes au gouvernement argentin, en plus de l'appuyer au niveau international, surtout à la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies, où depuis 1978, elle a bloqué tout vote de blâme à l'égard de la dictature argentine.

5. Thomas O. Enders, ancien ambassadeur des États-Unis au Canada (1976-79) puis auprès des Communautés européennes (1979-81), est actuellement Secrétaire d'État adjoint, chargé des affaires interaméricaines. Le général Vernon A. Walters, ancien directeur adjoint de la CIA (1972-76) est conseiller spécial du Secrétaire d'État Haig.

hauts fonctionnaires américains et leurs homologues argentins. Des personnalités de premier plan, tels Thomas Enders et le général Vernon Walters<sup>5</sup>, firent une visite en Argentine.

### Des intérêts communs

Le rapprochement entre les deux gouvernements fut par ailleurs facilité par le déclenchement de la crise en Amérique centrale; ce conflit permit à Galtieri et Reagan de mesurer à quel point se rejoignent leurs conceptions de la polarisation Est-Ouest des conflits sociaux sur le continent. Lors de la visite à Washington du général Galtieri, puis dans le cadre de la mission des sénateurs Baker, Holling et Laxalt à Buenos Aires, plusieurs questions "d'intérêt commun" furent mises sur le tapis: la crise en Amérique centrale, la levée de l'embargo sur le matériel militaire américain, les échanges commerciaux avec l'Union soviétique, le problème du Canal de Beagle, l'OTAS (Organisation du Traité de l'Atlantique Sud, une version méridionale de l'OTAN), ... et les Îles Malouines.

*L'Amérique centrale.* Soucieux de se transformer en porte-étendard de la lutte anticommuniste dans l'hémisphère sud, le régime militaire argentin s'empressa de fournir des conseillers aux gouvernements du Salvador et du Guatemala (au niveau des techniques contre-insurrectionnelles) et il accorda un crédit de 15 millions de dollars à la junte salvadorienne. Il participa également à la formation de cadres supérieurs de l'armée, et l'actuel commandant-en-chef de l'armée hondurienne, Alvarez Martinez, qui semble en avoir sensiblement raffermi la structure et l'organisation, est le produit des académies militaires argentines.

*L'embargo sur les fournitures militaires.* Pour moderniser l'armée argentine, il était indispensable de lever l'embargo sur les armes et les autres programmes d'aide américains. On serait actuellement en train de discuter un contrat de vente de 10 milliards de dollars d'équipement militaire américain à l'Argentine.

*Le commerce avec l'Union soviétique.* En ce domaine, les Américains ont admis que leurs intérêts stratégiques n'étaient pas menacés, du fait que l'Argentine équilibre sa balance commerciale en vendant à l'Union soviétique des céréales et de la viande. Mais ils ne se montrent pas aussi tolérants face à l'importation de technologie soviétique pour la construction du barrage de Yacireta. Plusieurs grandes entreprises américaines seraient intéressées à mettre la main sur les contrats attachés à cet énorme projet.

*Le Détroit de Beagle.* Les États-Unis ont offert d'agir comme médiateur dans le conflit qui oppose l'Argentine au Chili à propos de la pointe méridionale du continent. La proposition américaine serait de louer les trois îles qui sont l'objet du conflit, en versant le loyer au Chili pour une période de 99 ans, mais en reconnaissant la souveraineté argentine sur la côte atlantique de ces îles, ce qui satisfait les prétentions de l'Argentine à une "vocation atlantique".

L'OTAS. Le projet de bâtir un système régional de défense dans les mers du Sud a déjà été l'objet de longues discussions et de graves dénonciations. Pour un tel projet, les États-Unis ne peuvent compter sur le Brésil, dont la marine militaire, équipée à la française et développée avec l'appui de la France, aspire à protéger à elle seule la

zone de l'Atlantique Sud. Il ne reste dès lors pas d'autre choix aux Américains que de s'appuyer sur l'Argentine. D'ailleurs, le gouvernement de Buenos Aires entretient de bonnes relations avec l'Afrique du Sud, partenaire indispensable d'un système de défense voué à protéger le trafic maritime des pays occidentaux dans l'hémisphère sud.

*Les Malouines.* Pour les militaires argentins, la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines est une question inséparable de celles du Canal de Beagle et de la mise sur pied d'un système de défense pour l'Atlantique Sud. L'Archipel constitue, d'autre part, un point stratégique très important: en cas de conflit international (nous vivons en une époque d'affrontements croissants), la côte sud-africaine et celle de l'Amérique du Sud deviendraient des zones stratégiques, car elles permettraient de protéger le trafic maritime des États-Unis: il ne faut pas oublier que les installations désuètes du Canal de Panama ne permettent pas le passage des super-pétroliers ou des porte-avions de grande taille: ces monstres doivent contourner la pointe méridionale du continent pour passer d'un océan à l'autre.

Les États-Unis avaient offert au gouvernement argentin d'intervenir comme médiateurs; on espérait, au terme d'une période de huit années de négociations, aboutir à ramener les Îles Malouines sous le contrôle de l'Argentine.

*Le pétrole.* Il ne faut pas sous-estimer, d'autre part, l'importance des réserves pétrolières enfouies dans cette région. Le Bassin des Malouines, qui relie les îles au continent, présente, du point de vue géologique, de nombreuses ressemblances avec les riches gisements pétroliers de la Mer du Nord, avec en plus, l'avantage d'être moins difficile à défendre. En 1975, la *U.S. Geological Survey* évaluait les réserves d'hydrocarbures de la région à environ 200 milliards de barils...

### Un défi pour Washington

Les États-Unis se préparaient à négocier avec l'Argentine sur chacun des points de ce lourd contentieux, en les abordant un par un, et en distinguant le moyen et le long terme. La décision de Galtieri devait prendre Washington par surprise: les exigences des Argentins prenaient un caractère urgent. Le vote américain au Conseil de sécurité de l'ONU, puis à la réunion de l'Organisation des États américains, reflète bien les difficultés que rencontrent les États-Unis pour s'adapter à la situation.

Ne disposant que de quelques jours, et toujours menacé par l'escalade d'un conflit entre deux pays alliés, Haig a dû proposer des alternatives pour éviter la guerre, examiner les revendications du gouvernement argentin et, en même temps, empêcher que soit humilié le gouvernement conservateur du Royaume-Uni.

Dans cette course contre la montre, les États-Unis mettent en jeu leur autorité et leur prestige, spécialement face aux nations latino-américaines. Il ne peut y avoir d'autre solution qu'une négociation, une négociation qui devra finir par reconnaître la souveraineté argentine sur l'archipel. Le plus tôt sera le mieux. D'autant plus que cette solution est loin de contredire les intérêts des États-Unis.



## UN VASTE JEU DE MONOPOLY

par Diane Alméras

**À propos de:**

**Pauline Harvey, *Le deuxième monopoly des précieux*, Les éditions de la pleine lune, 1981, 223p. 9,95 \$**

**Margaret Atwood, *La vie avant l'homme*, Ed. Quinze, Coll. Prose étrangère, 1981, 322p. 12,95 \$**

**"Ayant exploré nos droits à la colère et à la sexualité dans la littérature, ayant affirmé notre droit d'exprimer la vérité à propos de nos vies, nous devons maintenant exprimer notre droit d'explorer des univers imaginés et inventés". (Erica Jong)**

### Le deuxième monopoly des précieux

À travers la joyeuse profusion de livres actuellement publiés par des femmes, un grand petit livre est quasiment passé inaperçu. Dommage que soit condamné au silence le dernier roman de Pauline Harvey. Je dois pourtant avouer qu'il n'est guère facile de faire la critique de son *Le Deuxième monopoly des précieux*.

Mon principal problème est que j'ai obstinément envie de comparer cette fable satyrique pour intellectuels aux aventures d'Alice, lorsqu'elle parvint de l'autre côté du miroir. Je songe aussi aux contes de mon enfance, trouvés dans de vieux livres, serts d'illustrations étranges. Il est vrai que le récit de Pauline Harvey se déroule à la manière désuète de l'époque de Lewis Carroll. Son roman est une mosaïque édiflée pièce à pièce, en autant de chapitres et de titres: Les élections, La reine et les briches, L'échevin et l'antiquaire, Les problèmes financiers du roi, Où il est encore question des mémoires, Le retour de l'Ombre Jaune, etc. L'unité est garantie par le Fou Léopied, qui visite les cases de ce vaste jeu de monopoly, comme Alice son échiquier. Sa can-

deur et sa soif de connaissances l'amènent à vouloir jouer avec chacun des habitants du comté de Ça. Mais ceux-ci projettent à tour de rôle le contenu de leurs lubies personnelles sur sa quête d'identité.

Léopied est un être sain, amical et rêveur. Les relations qu'il entretient avec le Roi Grand-Mot-Fun (gramophone), la Reine, le fluide Monsieur Belvédère et ses métamorphoses, le Philosophe, l'Antiquaire, sont le contrepoids de la caricature moqueuse d'un certain discours intellectualiste — dont le meilleur moment est l'analyse freudienne des préoccupations financières du Roi, telle que conçue par la Reine et ses cousins. Il y a aussi l'amour de Borgia, petite fille égoïste, qui lui fait prendre conscience du vampirisme de la dépendance affective. Il y a l'énorme importance accordée au jeu, sous toutes ses formes, qu'il s'appelle bridge, signe de piste, festival pop, écriture ou monopoly.

En fait, *Le second monopoly des précieux* se lit comme un charade. La réponse appartient à chacun; à propos, les convictions donnent froid dans le dos au Fou Léopied.

### La vie avant l'homme

Le plus récent roman de Margaret Atwood, la première des écrivaines canadiennes-anglaises, livre une lecture très sensible des relations entre les hommes et les femmes. Fondé sur le problème de l'incommunicabilité, *La vie avant l'homme* mesure le mur dressé entre les sexes, mais dévoile la misère enfouie de part

et d'autre sous la carapace.

Quel lieu plus propice que le mariage pour tenter pareille autopsie? Elizabeth et Nate ont voulu être un couple libre et tolérant, permettre à chacun de jouir de son autonomie sexuelle et matérielle. Après dix ans de mariage et deux enfants, les seuls gains sont au profit de la solitude.

La remise en question survient lorsque Chris, l'amant possessif chassé par Elizabeth, se suicide dans un geste vengeur. Bien sûr, Elizabeth est bouleversée; mais elle est surtout en colère, furieuse et écoeurée, qu'il ait ainsi voulu l'attacher. À la même période Nate se découvre amoureux de Lesje (se prononce "Lashia"), jeune paléontologue qui habite dans ses fantasmes les vallées sauvages du Mésozoïque, la "vie avant l'homme" lui apparaissant la seule désirable. Après bien des hésitations, Nate va vivre avec Lesje, mais il demeure empêtré dans sa dépendance à Elizabeth, soigneusement entretenue par celle-ci, blessée d'avoir été abandonnée.

La "vie avant l'homme" a le grand mérite de se soumettre à l'étude scientifique; on peut acquérir sur

### RELATIONS

**Abonnement:**  
1 an (10 nos): 12,50\$

Nom: .....

Adresse: .....

.....  
code postal

**Ci-joint mon chèque ou mandat-poste à l'ordre de RELATIONS**

8100, St-Laurent  
Montréal H2P 2L9  
(514) 387-2541

cette époque des certitudes qui ne seront pas ébranlées. Après, c'est le chaos et l'incompréhension. Pour mettre un peu d'ordre, et tenter d'y voir clair, Margaret Atwood a écrit son roman sous la forme d'un journal qui veut rendre compte, sur un même front, de l'existence des trois protagonistes et de leurs émotions respectives. Inévitablement, les peines de l'enfance reviennent en mémoire, douloureuses encore. Elizabeth élevée par une tante acariâtre et dominatrice dans le mépris de sa mère alcoolique; Nate enrégimenté par une mère militante et dévouée à toutes les souffrances du monde, mais touchée par aucune; Lesje écartelée en-

tre ses grands-mères ennemies, juive et ukrainienne orthodoxe. Lesje s'abandonne à qui veut l'aimer, et quitte le trop conventionnel William qui en retour la viole de dépit. Elizabeth a tout misé sur sa forte personnalité, à laquelle elle s'accroche comme à son unique héritage; par compensation, elle demande à Nate d'être en même temps un "artiste pauvre et sensible" et un "avocat solide et agressif". Lui "se voit comme un morceau de mastic pétri au gré des exigences incessantes et des réprobations cruelles des femmes avec qui il ne peut s'empêcher de nouer des relations" (p. 45).

*La vie avant l'homme* n'apporte au-

cune solution. L'impossibilité de partager leurs sentiments accule Lesje, Nate et Elizabeth à la nécessité de combler seuls leurs besoins affectifs. Leur survie est momentanément assurée, mais cela, n'est-ce pas, n'a pas suffi pour préserver les dinosaures et leur permettre de traverser l'histoire. Le principal espoir de ce roman, c'est d'avoir été écrit. Qu'une femme se soit servie de la fiction littéraire pour y projeter sa compréhension de la sensibilité féminine et de la sensibilité masculine, et soit parvenue à un résultat honnête, lucide et pénétrant est déjà un net progrès sur la "vie avant l'homme".



# cinéma

## LA PEUR DE LA TENDRESSE

par Michel M. Campbell

Pour préparer cette chronique, j'ai vu sans doute trois des meilleurs films actuellement sur nos écrans. *Das Boot* (Wolfgang Petersen), *La Femme d'à côté* (Truffaut) et *Montenegro* (Dusan Makavejev). Du bon cinéma, bien fait, vivant. En même temps ces films me laissent songeur. Malgré leur différence, film de guerre, drame passionnel, comédie satirique, ces films ont des affinités: signés par des hommes, ils ont tous les trois une fin apocalyptique. Cul-de-sac des hécatombes. En même temps ils sont tous trois traversés par une même veine latente, celle de la difficulté de l'homme, du mâle, de vivre le féminin.

### Das Boot

Ce film allemand qui aborde le problème de la dernière guerre sans culpabilité mais avec une grande lucidité a connu un accueil considérable en Europe. Passionnant aussi bien par son intérêt documentaire (la vie dans un sous-marin) que par son action soutenue et le caractère de ses personnages, il constitue une espèce d'envers sérieux de *Star War*. C'est au fond de la mer que descend le personnage qui cristallise l'action du film, un officier de propagande nazie en reportage sur la vie des U-Boat durant la bataille de l'Atlantique. Plus profondément, il s'agit du passage au delà de l'univers fétiche des gadgets militaires. Ce film est une descente aux enfers.

Mobile, silencieux, bien armé, agressif, le sous-marin donne à rêver. C'est une figure moderne et mécanique du Lonesome cowboy. La solitude du justicier. Symbole phallique par excellence. Dans le concret, c'est tout autre chose. Huis clos mono-sexuel, pollué de bruit, de sueur et de vomis, où les hommes sont condamnés à la peur et à l'ennui.

Seules présences féminines: la ritournelle de Rina Ketti "J'attendrai", quelques photos de famille et le soliloque d'un adolescent qui empile pour la jeune Française qu'il a mise enceinte, mille épîtres qui ne peuvent même pas partir.

Fin du "trip" de puissance macho et fascinant. À l'ombre de la mort, dans ce labyrinthe où ils se meuvent aveugles, le reporter doit avouer l'échec de ces marins. Ils ont voulu partir de chez eux, quitter le monde chaleureux pour vivre le triomphe guerrier. Ils avaient rêvé de s'affranchir du monde de la famille, du couple, qui les castrait de leur idéal. Entre mâles libérés de l'Autre et de ce qu'elle exige, ils étaient enfin partis pour le noble destin de tuer d'autres mâles. Idéal monstrueux qui les délivrait de la tendresse.

### La femme d'à côté

Bernard était heureux dans sa banlieue de Grenoble avec sa jeune et

#### DANS LE NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT DE RELATIONS

Carambolage dans les HLM  
L'analyse sociale au Québec  
Le rapprochement anglicans-catholiques  
Vers une Charte des droits... dans l'Église

Le numéro paraîtra le 21 juin.

blonde épouse et son fils Thomas. Le hasard installe à côté de chez eux un couple de jeunes mariés. La jeune épouse, Mathilde, a connu autrefois avec Bernard une relation amoureuse difficile, ambivalente, qui s'est terminée en avortement. Cela recommence. Pour Bernard, la brune Mathilde sera sa femme d'à côté, sa femme en parallèle, celle qu'il rencontrera dans un autre chez soi qu'ils installeront ensemble dans la chambre 18 d'une maison de passe. Mathilde, c'est aussi la femme à côté d'elle-même qui dort avec son mari en parlant de Bernard et qui sait toujours l'impossibilité de retrouver les amours de jadis. Cette femme passionnée, follement élégante, traîne en elle un enfant qui saigne... elle-même, leur enfant perdu, Bernard, qui sait? Beauté, séduction des passions romantiques des grands névrosés.

Bernard, pour parler simplement, est un homme aux femmes. Pluriel plus vrai qu'on pense. Il a du mal à vivre une relation intégrée avec sa femme. Pourtant, elle est jolie, bonne mère, bien rangée et quand elle apprendra sa relation avec Mathilde, elle saura le comprendre. Ils feront même un deuxième enfant. Et justement, elle est trop bonne.

Bernard passe son temps à dire à Mathilde qu'il faut qu'ils se parlent sans jamais vraiment parler avec elle ni avec son épouse. Au fond, il ne vit guère plus avec l'une qu'avec l'autre. Il est pris dans l'archétype enfantin de la bonne et de la mauvaise mère. De celle imaginée si bonne qu'elle voue à l'ennui. De l'autre, à côté, dont l'homme rêve qu'elle est passionnante parce que mauvaise, séductrice et mortifère.

## Montenegro

L'épouse américaine d'un industriel en "roulements à billes" (l'art de tourner en rond continuellement), décide d'accompagner son mari qui entreprend la veille de Noël son vingt-septième voyage d'affaires cette année-là. Un incident douanier la met en contact avec une bande d'émigrants yougoslaves plus ou moins contrebandiers qui tiennent une boîte de nuit ethnique dans les faubourgs de Stockholm, Le Zanzibar. Nom bien

choisi. Pour la Suède aseptique, les Balkans, c'est l'Afrique. Et notre bourgeoise y trouvera le beau Montenegro, un jeune homme qui semble avoir l'innocence de Tarzan ou d'un Adam perdu.

Détrompez-vous, ce film n'a rien des récits où les malheureux bourgeois trouvent vérité et bonheur chez les bons sauvages des banlieues laborieuses. À Stockholm, les gitans gardent le couteau facile, mais ils ont vite acheté la sexualité des sex-shops.

Tandis que ses enfants et son beau-père qui met des petites annonces salaces dans les journaux font la fête, et tandis que son mari qui n'est pas parti passe son temps à appeler un psychiatre pour parler non pas de ses problèmes à lui mais de ceux de sa femme, celle-ci passe Noël avec Montenegro. On ne voit pas cette nuit d'amour mais ce pèlerinage aux sources reste marqué de mort.

Critique sociale acerbe, vive et drôle, ce film déborde de fantaisie. Trop

drôle pour être légal, dit la publicité. Des rires pour ne pas pleurer. À côté des scènes folles, il y a des scènes qu'on ne voit pas, sinon par un texte écrit. Elles seraient insoutenables.

Ce film dit le désarroi de tant d'hommes devant le mouvement de libération des femmes. Ce mouvement qui dénonce radicalement notre civilisation.

Partir au loin pour se battre. Se marier, rester près et regarder ailleurs. La fuir dans les voyages d'affaires et qu'elle-même se mette à circuler, à chercher son homme. Trois modèles d'une même structure. La peur d'être castré par elle, la difficulté d'être passionné par elle, la peur qu'elle commence à bouger. Syndrome du roulement à billes, l'art de tourner en rond continuellement. Et si les hommes se mettaient à en parler entre eux...



## FAUT-IL À TOUT PRIX CÉLÉBRER L'EUCARISTIE?

"Faut-il à tout prix célébrer l'Eucharistie?" (*Concilium*, no 172, 1982)

Par la profondeur du champ qu'il explore, la diversité des expériences auxquelles il se réfère, ce numéro de la revue internationale de théologie *Concilium*, d'une surabondante richesse, défie l'analyse. L'objet s'en montre cependant remarquablement centré: l'Eucharistie interrogée lourdement dans ses pratiques.

Il y a un certain temps que l'on n'avait lu réflexions à la fois aussi "questionneuses" et engageantes. On sort des pistes trop souvent empruntées, jusqu'à l'usure, pour essayer de redire le sens de la présence "réelle" ou de la dimension sacrificielle de l'Eucharistie. Dans ce numéro de *Concilium*, nous entrons dans une démarche liée à la pratique, que ce soit à partir d'une étude du Nouveau Testament (E. Schüssler Fiorenza), de l'évolution de la pratique eucharistique dans l'histoire (Robert Taft), de la pratique contemporaine (Enrique Dussel), une même préoccupation marque ce parcours: l'Eucharistie est un lieu privilégié de la pratique croyante. C'est une théologie libératrice du donné

eucharistique.

En plus des auteurs déjà mentionnés, je me permets de signaler la présentation et la critique faites par Dian Neu d'une liturgie eucharistique pensée et célébrée par un groupe de féministes catholiques des États-Unis. Geste à la fois "scandaleux" et probablement prophétique. On ne peut s'empêcher de penser qu'on assiste avec ce type de liturgie à un tournant de l'expérience croyante.

Ce numéro de la revue *Concilium* dont les contributions bien qu'inégales sont toutes pertinentes, pourrait facilement servir à des groupes chrétiens comme point de départ d'une réflexion pratique sur le sens de l'Eucharistie chrétienne. L'enjeu est de taille, puisque la célébration de l'Eucharistie reste ce lieu symbolique de l'expérience de foi en même temps qu'elle est au coeur d'interrogations sur le Christ, l'Église ainsi que sur la possibilité d'une éthique inspirée par un souci évangélique.

**Guy Lapointe**  
Faculté de théologie  
Université de Montréal

# pêle-mêle

En 1979, les membres du CAPMO (Carrefour de pastorale en monde ouvrier) avaient inventorié dans leur milieu de vie les différents employeurs et commerces. Une synthèse sur papier en avait été faite. En 1981, suite à l'obtention d'une subvention, le groupe s'engageait à produire la **carte ouvrière de Québec**, carte démontable en bois, mesurant six pieds par huit pieds. Cet outil pédagogique se veut une nouvelle façon de voir, de concevoir et de comprendre la région de Québec. On y trouve les principaux secteurs de travail, le nombre d'employé(e)s par lieu de travail, les affiliations syndicales et l'actualité ouvrière (fermetures, conflits, etc.).

La carte ouvrière est à l'usage de tout syndicat, de tout groupe populaire qui en fait la demande. Une contribution volontaire est suggérée. CAPMO, 435 rue du Roi, Québec, G1K 2X1; (418) 525-6187.

"Chose certaine, on n'élucidera jamais la portée des textes de Paul sur la femme en les abstrayant de l'univers paulinien. Liés à lui, leur analyse s'en trouvera compliquée assurément, mais validée aussi."

"**Paul à l'heure du féminisme**", la contribution d'Olivette Genest à *La Bible livre pour aujourd'hui*, un ouvrage collectif paru récemment aux Éditions Paulines, est une bonne synthèse, accessible, des problèmes d'interprétation des "Femmes, soyez soumises à vos maris" et autres textes "obscur".

Jean L.-Duhaime, Guy Couturier, Jean Martucci et Pierre Guillemette ont également interrogé la Bible, à partir de quelques grandes préoccupations contemporaines qui lui sont apparemment étrangères.

**Vous n'oserez peut-être pas l'avouer, mais il y a un bon petit moment que vous avez le goût de vous informer un peu sur le marxisme. Par contre vous n'avez pas le temps (et pas du tout envie) de plonger dans d'austères et volumineux traités de philosophie ou d'économie. Ah! si c'était possible de mettre la main sur quelque chose de bien vulgarisé, qui respecte l'essentiel de la pensée de Marx, qui fasse comprendre les concepts-clés de sa théorie économique... Jetez donc un coup d'oeil sur **Le Capital de Marx pour débutants**, de David Smith (texte) et Phil Evans (dessins), dont l'édition en langue française est publiée conjointement par la Librairie François Maspéro et les Éditions du Boréal Express. Il vous suffira probablement de trois heures pour traverser une première fois les 185 pages abondamment illustrées; vous en apprécierez la présentation humoristique et la remarquable synthèse.**

En 1980, un groupe de citoyennes de Pointe Saint-Charles a commencé de se poser des questions sur le repas du midi des travailleuses et des travailleurs du quartier. **Action-Alimentation** regroupe une diététiste et une majorité d'ex-travailleuses d'usine dont le mari ou les enfants travaillent en usine. Comme il existe encore très peu d'études sur cette dimension pourtant fondamentale de la santé au travail, le groupe a entrepris de mener sa propre enquête.

On a étudié les conditions dans lesquelles se prend le repas du midi (temps disponible, local hygiénique, mobilier de cuisine), la qualité de la nourriture (repas complet en cafétéria, services d'une cantine mobile, distributrice, lunch préparé à la maison, valeur diététique des aliments), le prix d'un repas proportionnellement au salaire horaire moyen. L'enquête principale a porté sur 56 entreprises, situées à Pointe St-Charles, à Côte St-Paul et à St-Henri.

Au terme de son travail, le groupe formule 14 recommandations précises à l'adresse de la Commission de santé et sécurité au travail du Québec, du Département de santé communautaire de Verdun, des entreprises et des syndicats. Le sérieux du projet et l'importance du problème sont exemplaires: d'autres groupes voudront s'inspirer de la méthode et des recommandations. Intitulé **L'alimentation dans les milieux de travail de Pointe St-Charles et des environs**, le rapport de 105 pages a été publié par le Carrefour d'éducation populaire; 2356, rue Centre, Montréal H3K 1J7; (514) 935-8623.

Le groupe international **Femmes et Hommes dans l'Église**, à l'occasion de son douzième anniversaire, a publié un éditorial sur l'évolution de l'Église catholique depuis Vatican II, dont voici un extrait:

"Par rapport à cette Église, beaucoup de femmes sont lasses, devenues incrédules ou contestataires. Cette contestation voit, au fur et à mesure des refus, surgir des formes féministes plus radicales, soutenues du reste par les espoirs et les réalisations de l'oecuménisme. Ainsi la **théologie féministe de la libération** parle-t-elle aujourd'hui de *faire bouger l'Église* (Women moving Church) ou de *se la réapproprier* (to take back the Church).

... Pour l'Église, bien plus que pour les femmes, nous sommes en souci. Sans elles, et de plus en plus souvent manifestement prise à partie ou ridiculisée par le seul fait de leur absence, elle est défigurée. Et cela malgré les clercs solidaires auxquels l'institution fait violence de sa misogynie.

La mésaventure est nouvelle et grave: l'Église qui fut éducatrice en civilisation se trouve aujourd'hui dépassée, sinon moquée par la société civile.

Mais la voilà aussi ex-centrée de sa propre raison d'être aux yeux des chrétiens car ceux-ci s'émerveillent de reconnaître après vingt siècles que l'Évangile était un ferment de leur libération humaine, lorsqu'il annonçait le refus des discriminations de race, de classe et de sexe, en Christ ressuscité."

"Il ne faut pas abuser de la patience d'un peuple qui supporte depuis des années une condition qu'accepteraient difficilement ceux qui ont une meilleure conscience des droits de la personne" disait-on, lors de la deuxième Conférence générale de l'épiscopat latino-américain tenue à Medellín en 1968. Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine présente un dossier sur **l'Église persécutée d'Amérique centrale**, modeste bilan de décennies de répression. On peut s'adresser au 4725 St-Denis, no 1, Montréal, H2J 2L5, au coût de 2,00 \$ pour obtenir copie de "L'Église persécutée", instrument d'information, d'analyse et de réflexion.

En collaboration avec le Syndicat de la Musique du Québec (SMQ), le Service d'éducation de la CSN a fait paraître, à l'occasion du Premier Mai, **Chansons de lutte et de turlute**. À travers les 43 chansons du recueil, les responsables de l'édition ont "tenté de refléter les différents aspects du mouvement ouvrier et populaire, du mouvement des femmes, et de faire revivre quelques *instantanés* de notre histoire", de l'époque des chantiers à la crise d'octobre. On y retrouve des chansons de grève et des textes de chansonniers, mais aussi quelques chants en montagnais, en créole, en grec... Paroles et musiques (généralement aussi, les accords pour la guitare) sont accompagnés d'illustrations et de notes historiques. Le recueil est disponible à la CSN, pour 4,00\$.

## CRISE BUDGÉTAIRE ET CRISE ÉCONOMIQUE

### = CRISE SOCIALE

Suite de la page 167

différents grands blocs; nous devons aller vers une concertation globale autour d'un plus grand projet de société au lieu de nous arrêter simplement à des questions ponctuelles.

**1) La crise budgétaire** — Il faut sans doute répondre au plus vite à la crise budgétaire, mais pas en simplifiant outre mesure le problème, au point de croire que la seule solution puisse être le gel des salaires dans les secteurs public et para-public. Il faut travailler sur la combinaison de plusieurs éléments qui constitueraient un compromis équitable, capable de décrocher un consensus suffisant. D'ailleurs, le Sommet d'avril nous acheminait déjà vers une plus grande démocratisation du processus de la préparation des budgets.

**2) La crise économique** — Il y a un lien intime entre la crise budgétaire et la relance économique. Admettons-le avec réalisme, en toute transparence et équité, en mettant en oeuvre "nos propres moyens". Investissons collectivement en canalisant nos épargnes et dès que possible évitons le "patchage" si vite décevant, parce que seule la préoccupation des vrais problèmes, ceux de notre développement économique par la voie d'une stratégie industrielle bien québécoise, peut servir de fondement à notre avenir.

**3) Faut-il en plus provoquer une crise sociale?** — Il est irréaliste de penser qu'on peut imposer par une Loi spéciale une solution trop simple à la crise sociale, sans courir le risque de déclencher des retombées sociales très graves, qui ne manqueraient pas de perturber le plan économique et par ricochet le plan budgétaire lui-même. À ce niveau, le gouvernement n'a plus le choix: il ne peut absolument pas faire abstraction du mouvement de la conscience sociale. Il existe en effet, chez nous, des aspirations très puissantes à un véritable progrès social: même à l'occasion d'une crise budgétaire, ce progrès ne saurait être jugulé. Avec les travailleurs, la majorité des Québécois espère "une société plus douce pour les plus faibles et plus ferme pour les plus forts". Prétendre dissocier ces aspirations sociales de la crise économique et budgétaire, ce serait donner dans la schizophrénie: la société québécoise ne le "prendrait" pas. Provoquer une crise sociale, ce serait compromettre d'avance le travail fondamental que doit entreprendre au plus tôt le futur Conseil écono-

mique et social: tout retard en ce domaine serait une faute politique majeure.

### Un gel des salaires?

Un horizon *plus large* que celui où ont semblé chercher à nous enfermer le ministre Bérubé et son négociateur en chef veut dire une perspective plus nuancée parce qu'elle embrasse une combinaison d'éléments plus complexe, mais plus solide aussi parce que fondée économiquement, et beaucoup mieux fondée socialement parce que plus équitable. À l'intérieur de cet horizon, on peut et on doit rejeter une réouverture unilatérale de la convention collective déjà signée. Ce précédent très grave, en plus d'être vraiment dangereux, minerait la crédibilité morale du gouvernement. Un compromis équitable et négocié est possible.

### Pas de fatalisme

Dans son exposé à la fin du Sommet, le Premier ministre a rappelé à bon droit les bases de la confiance que nous pouvons entretenir et faire croître: la dimension de nos ressources naturelles et notre main-d'oeuvre mieux préparée qu'autrefois. Avant la cassure du milieu de 1981, pendant huit ans, le Québec a fait la preuve qu'il peut, aussi bien et même mieux que d'autres au Canada, atteindre des rythmes de progrès aux plans de la production, des investissements et des exportations.

Il est frappant de constater que ceux surtout qui sont au bas de l'échelle sociale gardent l'espoir et y appuient leur opposition à tout fatalisme.

Que diable! On voit tout de même, dès maintenant, sans qu'on ait à dire nécessairement qu'il faille le faire, un Québec prêt à mettre 300 millions à Bécancour dans un projet d'aluminerie Péchiney d'un milliard. Le Président du Conseil du Trésor, qui laisse son négociateur en chef nous parler d'Apocalypse, se mettra-t-il enfin d'accord avec le ministre Landry?

Le 11 mai 1982



**JEAN-JACQUES  
ROUSSEAU**

**ET LA SOCIÉTÉ  
DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE**

sous la direction de Jean  
Terrasse

Actes du Colloque organisé à l'Université McGill les 25, 26 et 27 octobre 1978 qui réunissait des participants venus de France, des États-Unis et du Canada.

17,5 X 25 cm., 160 pages: 6,00\$  
Frais de port et de manutention: 1,00\$

En vente chez votre libraire et aux:

**ÉDITIONS DE  
L'UNIVERSITÉ  
D'OTTAWA**

Veillez me faire parvenir... exemplaires de  
JEAN-JACQUES ROUSSEAU ET LA SOCIÉTÉ  
DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Nom .....

Adresse .....

Les chèques ou mandats de poste doivent être faits à l'ordre des ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

65, avenue Hastey, Ottawa K1N 6N5

Pour la béatification de Marie-Rose Durocher

fondatrice des Soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie

## **PAR LE CHEMIN DU ROI, UNE FEMME EST VENUE**

par Germaine Duval, SNJM

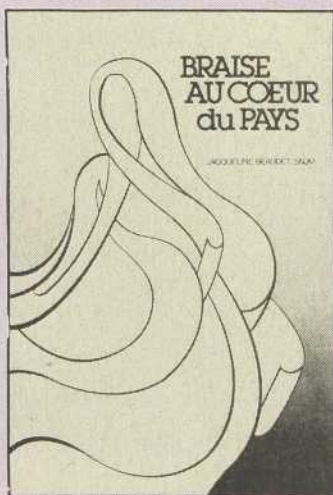
**Marie-Rose Durocher a compris les besoins de son peuple aux plans matériel, moral, intellectuel, spirituel et religieux.**

**Une vie courte, toute remplie d'action.  
Une belle page de notre histoire.**

**400 pages, plus de 60 illustrations, 15,00 \$**



## **BRAISE AU COEUR DU PAYS**



par Jacqueline Beaudet, SNJM

**Un ouvrage qui se présente comme une synthèse du précédent.**

**L'auteur nous montre en particulier Marie-Rose Durocher syndicaliste et féministe, un siècle avant nous.**

**158 pages, 5,95 \$**

**Les Éditions Bellarmin**

**8100, boul. Saint-Laurent**

**Montréal H2P 2L9**

**Tél.: (514) 387-2541**

